

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 10 MAI

N° 181

1,50 F

Belgique 15 F

Commission paritaire n° 56942

**Tours : 40 %
d'abstention**
ROYER RÉÉLU

Royer a été réélu dès le premier tour député de la première circonscription d'Indre-et-Loire. C'est une petite surprise dans le monde politique bourgeois qui ne s'attendait pas à cette réélection facile. En fait les résultats de cette élection démontrent plusieurs choses : tout d'abord, un fort taux d'abstentions a montré un net désintérêt de la population pour cette élection dont l'ensemble des partis bourgeois avaient voulu faire un test national. Ainsi, alors que les radios soulignent la progression du pourcentage de Royer, l'examen des voix obtenues montre qu'il n'a que très peu progressé d'un scrutin sur l'autre.

L'autre conséquence de cette élection c'est qu'elle confirme la poussée relative du PS par rapport au P«C»F qui est en régression y compris dans son fief St Pierre des Corps. Toutes les contorsions du candidat écologiste du «point vert», tous les renoncements du P«C»F à la référence même formelle à la dictature du prolétariat n'ont pas réussi à renverser les rapports de force au sein de la «gauche». Au contraire, ils les accusent, de quoi susciter la réflexion et les doutes chez les militants de base du P«C»F, sur la nature et la stratégie de leur parti.

Enfin, le succès de Royer, malgré l'apparition d'un autre candidat giscardien, qui réclamait de l'étiquette réformatrice, va sans doute annoncer une relance de la querelle interne de la droite sur la nécessité ou non de faire du thème de l'autorité un thème de propagande qui se substitue à celui de la réforme.

Voir les résultats page 6.

suite p. 4

La mort d'Ulrike Meinhoff UN NOUVEAU CRIME DANS LES PRISONS ALLEMANDES

Les prisons du gouvernement «socialiste» ouest-allemand, ont à nouveau assassiné. Ulrike Meinhof, membre de la RAF («Fraction Armée Rouge»), accusée d'avoir participé aux attentats contre des installations militaires US en Allemagne, a été retrouvée hier matin pendue dans sa cellule.

Le gouvernement Schmidt parle sans honte d'un suicide, et décline toute responsabilité dans la mort de Meinhof, il prend même déjà toutes les dispositions pour empêcher et réprimer les manifestations qui se préparent pour réclamer des comptes. Il s'agit bel et bien d'un assassinat commis de sang-froid par les nouveaux tortionnaires de la bourgeoisie allemande : parce qu'ils ne recourent pas aux tortures classiques de leurs parents du 3^e Reich, ils prétendent avoir les mains blanches. Mais les pratiques ignobles, scientifiquement calculées des geôliers de ce gouvernement, parlent pourtant d'elle-même.

Sait-on, par exemple, que ces prisonniers étaient soumis à un système de détention spéciale, dit de «privation sensorielle» qui vise à faire évoluer le prisonnier dans un environnement totalement coupé de l'extérieur du point de vue de bruit, de l'éclairage, des rythmes de vie naturels, et évidemment, des autres prisonniers...

Sait-on qu'un tel régime pénitentiaire n'a pas été décidé à la légère, mais après qu'un programme d'études spécial sur plusieurs années ait été financé par le gouvernement dans un institut de recherche de Hambourg, pour calculer à quel degré de folie et avec quelle rapidité, conduisait le régime de privation sensorielle. Le tribunal de Stuttgart qui devait juger les accusés, a lui-même dû reconnaître que l'état de santé physique et psychique des détenus ne leur permettait pas de suivre le procès.

Sait-on que déjà, avant Ulrike Meinhof, le gouvernement allemand avait sciemment laissé mourir lors d'une grève de la faim Holger Meins, un autre membre de la RAF, qui protestait avec ses camarades contre le régime pénitentiaire. Pour mieux le faire mourir, Holger Meins avait même été isolé dans une prison où les soins que nécessitait son état ne pouvaient lui être administrés.

Sait-on, que depuis plus d'un an, les détenus étaient privés du service de plusieurs de leurs avocats qui avaient été interdits sous l'accusation de collusion avec leurs clients. Le gouvernement a même fait réécrire complètement le code de procédure pénal pour pouvoir surveiller les discussions entre les avocats et leurs clients, pour pouvoir éliminer un certain nombre

suite p. 7

Hier, carrefour des luttes à Lip

ENSEMBLE POUR VAINCRE



Samedi, à partir de 9 heures du matin, Lip ouvrait ses portes. Le dépôt de bilan était posé, les 900 travailleurs de l'entreprise sont menacés de licenciement : les banderoles ne manquaient pas de le rappeler à l'entrée de l'usine.

«Bienvenue à Lip...»... A peine arrivés, les groupes de visiteurs étaient pris en charge par un travailleur de Lip qui les guidait dans les différents ateliers où d'autres travailleurs de l'u-

sine expliquaient, par des démonstrations ce qu'était leur travail. L'idée qui pouvait d'emblée se dégager, c'est que cette usine est belle, qu'elle est remarquablement équipée d'un matériel moderne et que c'est... vraiment regrettable qu'elle ferme. Tout au long de cette visite de 2 heures, peu d'explications en fait sur les raisons de la faillite de l'entreprise, sinon une mise en accusation timide des plans bourgeois de restructuration de l'hor-

logerie. C'était là d'ailleurs le sens des nombreuses questions posées par les travailleurs venus de Besançon et des environs : pourquoi le dépôt de bilan ? Qu'allez-vous faire pour empêcher cela, travailleurs de Lip ? A ces questions, certains travailleurs de Lip, rappelant leur longue lutte de 73, répondaient : «S'il faut recommencer comme en 73, on recommencera... On est peut-être là pour un an... ou plus».

SOMMAIRE

- Beghin-Say (Corbehem) : un premier bilan p. 2
- Le 8 mai célébré malgré Giscard p. 3
- SMN : les patrons assassinent, c'est un ouvrier qui est inculpé ! p. 5
- Le tremblement de terre en Italie : plus de 1 000 morts p. 6
- Conférence franco-africaine : tentatives d'ajustement du néo-colonialisme p. 7
- Espagne : la classe ouvrière affronte la répression p. 8

LIBAN Interview d'un cadre de Fath au Liban



SARKIS ÉLU RIEN N'EST RÉSOLU

voir p. 8

Étudiants :

COORDINATION DE LYON

DÉFAITE DES RÉFORMISTES

voir p. 9

LES LUTTES DU 1^{er} MAI

Béghin-Say à Corbehem (Pas de Calais)

UN PREMIER BILAN

Lundi 3 mai au soir, aux actualités régionales, FR3 donnait complaisamment la parole à M. Ferdinand Béghin, PDG du trust Béghin-Say, après avoir fait le silence sur les huit semaines de lutte. Le PDG (74 ans !), homme à la fois paternaliste et démagogue, expliquait aux téléspectateurs que les 2000 grévistes «avaient choisi la voie de la sagesse». Comme de toutes façons, il était décidé à ne rien accorder, les ouvriers n'avaient plus qu'une seule solution : reprendre le travail, à ses conditions ! La grève de Béghin a-t-elle été une grève pour rien ?

Rappelons le déroulement du conflit : le 8 mars, six cents ouvriers réunis en Assemblée Générale votaient à une très large majorité la grève avec occupation de l'usine ; très vite, c'est 2000 des 2500 «Béghin» qui furent en grève. Les cadres, les employés, la maîtrise, ne s'associant pas au mouvement. Par cette grève, les travailleurs refusaient le plan de structuration du trust Béghin-Say (papiers, cartons, sucres - 25 usines en tout) qui touchait particulièrement l'usine de Corbehem : 51 licenciements, refus de nouvelle embauche, mutations dans l'usine avec déqualification, modification d'horaires, remise en cause d'avantages obtenus par dix années de lutte des travailleurs. Cette grève était en fait l'aboutissement de nombreuses luttes sectorielles autour de mutations, d'accroissement des mauvaises conditions de travail, d'accidents très fréquents (une vingtaine de déclarés par mois environ, malgré l'amélioration de la sécurité).

UNE LUTTE RÉSOLUE MAIS...

Tandis que les «Béghin» multipliaient les manifestations de popularisation (tracts, cortèges automobiles, blocage à trois reprises de l'autoroute Paris-Lille, délégation à FR3, collectes sur les marchés), l'occupation s'organisait, la direction de Béghin refusant toute négociation, malgré les sommes énormes que la grève lui faisait perdre (par centaines de millions d'A.F. par jour !).

Tandis que les ouvriers occupaient l'usine par postes, veillant à la sécurité de l'usine et au matériel, la grève était menée par l'intersyndicale de l'usine : CGT (majoritaire), CFDT, CFTC ; une AG se tenant tous les jours. Le mode d'occupation et d'organisation n'allait pas sans poser des problèmes aux ouvriers les plus combattifs et les plus progressistes.

UNE CONDUITE DE LA LUTTE ANTI-DÉMOCRATIQUE

Ainsi, un comité de grève avait été formé, mais qui était chargé uniquement des tâches subalternes : fabrication de troncçons pour les collectes, de banderoles... Comme disait un ouvrier CFDT : «On fait grève, mais rien n'est changé : il y a ceux qui pensent et ceux qui obéissent».

Un autre regrettait de ne pas avoir de «manuel d'occupation d'usine» !, car c'est dommage, disait-il, que les gars qui occupent n'aient que la belote pour passer le temps. En effet, discussions politiques, remises en cause de la hiérarchie furent absentes à Corbehem (sauf sous forme d'avis personnel). Il faut dire que la CGT marqua fortement de son style le conflit : AG où seuls les délégués (ou des permanents de la CGT et du P«C») s'exprimaient ; les ouvriers n'avaient qu'à venir «écouter la bonne parole» et se taire. Et malheur à lui si un non-syndiqué voulait s'exprimer !

En fait, tout s'est passé comme si la CGT ne voulait pas d'un conflit dur, exemplaire : ainsi Georges Ségué, venu à 3 km de Corbehem, ne s'est pas dérangé, se contentant de vagues paroles d'encouragement, comme le disait un ouvrier : «On dirait que la CGT ne veut surtout pas que les revendications soient satisfaites, afin d'entretenir un mécontentement en vue des élections».

LES MANŒUVRES DE LA DIRECTION

De son côté, la direction multipliait les manœuvres de division : calomnies, chantage aux commandes perdues, inculpation de 19 ouvriers pour occupation d'usine, création d'un «co-

mité pour la liberté du travail» réunissant les cadres non-grévistes («jaunes») que les ouvriers avaient baptisés les «canards», par leur façon de suivre le «chef», le directeur M. Wiklund), tentatives d'infiltrations dans l'usine (un cadre fut par exemple repéré sur une péniche, sur la Scarpe traversant l'enceinte de l'usine).

Quand les révisionnistes font faire un «geste» aux ouvriers...

Le mardi 6 avril, alors qu'une délégation de Béghin rencontrait à Paris des élus «de gauche», pour la rentrée de l'assemblée nationale, le «comité pour la liberté du travail» organisait un vote à bulletin secret à l'hippodrome de Douai. Une proposition fut faite à l'inter-syndicale : il s'agissait de lever l'occupation de l'usine, de la «neutraliser», afin qu'y aient lieu les négociations. Tandis que de nombreux ouvriers flairaient un piège, parlaient de trahison, de liquidation, la CGT acceptait d'évacuer l'usine. Les négociations commencèrent le vendredi 8 avril. Mais elles furent vite bloquées, la direction ne voulant discuter les revendications d'ensemble qu'après que les 120 mutations auraient été acceptées par les travailleurs. Le 13, journée d'action, les Béghin manifestèrent à Douai, exigeant la garantie de l'emploi. Le 14, alors que les négociations sont toujours bloquées, la direction et le CNPF proposent d'aller négocier... à Paris !, laissant entendre qu'elle n'accordera rien...



LA DIRECTION ORGANISE UN COUP DE FORCE

Après la relative «trêve» de Pâques, la direction, décidée à en finir, tente le mardi 20 avril, le «coup de

force» : une centaine de cadres, de contre-maîtres pénétrèrent dans l'usine et tentent, en mettant en marche un tracteur, d'arracher la grille pour laisser entrer les non-grévistes.

Des ouvriers furent frappés et blessés et la grille fut finalement ouverte.

Deux cents employés pénétrèrent dans l'usine, sous les huées des grévistes, et sous l'œil bienveillant des gendarmes. Prenant possession des bureaux, la direction se trouvait en position de force.

Les syndicats dénoncèrent la «provocation», mais il est évident qu'en neutralisant l'usine, ils acceptaient le risque de «coup de force». Les ouvriers décidèrent de poursuivre

UNE REPRISE «BACLÉE» !

Samedi premier mai, un meeting eu lieu à Corbehem, sur le parking en face de l'usine. Les délégués syndicaux expliquèrent leurs positions et il fut décidé de reprendre le travail le lundi 3 mai. Les syndicats estimaient en effet avoir obtenu satisfaction sur un certain nombre de points et qu'ils pouvaient honorablement reprendre le travail, en se promettant de continuer la lutte dans l'usine «par d'autres moyens», pour lutter contre le plan de restructuration. Il faut dire

Un air de fête...

Le mercredi 21/4, il y eut sur Corbehem un «air de fête» qui redonna aux grévistes, un peu lassés il faut le dire, des forces nouvelles. Les travailleurs, réunis avec leurs femmes, leurs enfants décidèrent de pénétrer dans l'usine et improvisèrent un pique-nique sur les pelouses, tandis que les enfants jouent au ballon dans la cour de l'usine. Face à cette nouvelle détermination, à la mobilisation des femmes, des enfants faisant la grève de l'école, la direction annonce la levée des sanctions pour occupation... à l'exception de deux délégués CGT. Tandis que le lendemain, lassés des insultes et critiques, les employés n'osaient plus venir travailler. Ensuite, pour relancer la popularisation, aussi pour briser le silence des journaux bourgeois, et malgré une certaine désorganisation (absence d'AG, suppression du comité de grève, ce qui fait que l'information circule mal), les grévistes allaient à nouveau bloquer l'autoroute Lille-Paris, en pique-niquant à hauteur de Carvin. Le jour suivant, ils allaient bloquer Arras... où les attendaient les CRS qui dressèrent procès-verbaux aux quelques soixante voitures pour entravé à la circulation.

la grève, tandis que les négociations reprirent à Arras...

qu'en effet la direction n'a jusqu'ici fait aucune concession, sauf quelques

ans (licenciements appelés pré-retraites : les ouvriers ne seront pas en effet remplacés).

Le plan de restructuration, lui, reste intact. Ferdinand Béghin a même promis que les ouvriers qui seront mutés auront... le droit de discuter de leur mutation ! Ça leur fera une belle jambe ! Des objectifs de départ, il ne reste rien.

C'est maintenant aux travailleurs d'inventer dans l'usine de nouvelles formes de lutte. Nul doute que, comme à Bourgogne Electronique, ils auront à faire face à la répression, à des règlements de compte. La vigilance s'impose plus que jamais.

La reprise, c'est une demi-défaite seulement parce que la lutte n'est pas finie pour autant : il ne fait pas de doute cependant qu'une meilleure organisation de lutte aurait permis de surmonter les divisions syndicales et de faire échec à l'attitude ambiguë de la CGT qui a, tous comptes faits, «bradé» la grève, notamment en levant l'occupation.

(Qu'importe : le quotidien local révisionniste «Liberté» annonce triomphalement 22 adhésions au P«C»F à Béghin depuis le début de la grève !).

Il est vrai que Ferdinand Béghin avait fait savoir récemment qu'il n'accorderait rien et qu'il était prêt à continuer à perdre de l'argent plutôt qu'à faire des concessions. Reprendre le travail était comme il l'a dit lui-même la solution la plus «sage» ! Etait-ce pour autant la plus juste ?

L'inter-syndicale a publié un communiqué disant notamment : «...Nous sommes conscients de l'enjeu de la bataille que nous menons face à un patron décidé à mettre en œuvre sa politique néfaste aux intérêts des travailleurs avec l'appui de l'ensemble du patronat... Nous décidons aujourd'hui premier Mai de changer la forme de notre action. A partir du lundi 3 mai, rentrés dans l'entreprise, nous poursuivrons la lutte, pied à pied, quotidiennement, contre la politique patronale pour garantir les acquis de nos luttes, pour élargir la brèche que notre action a déjà permis d'ouvrir...»

Mais le travail reprendra selon l'horaire modifié par le plan de restructuration...

Il faut maintenant réfléchir, voir quelles formes nouvelles de luttes pourront être efficaces face à la détermination du patron et de la direction ! Comme à Bourgogne Electronique, c'est une nouvelle bataille qui s'engage...

Correspondant Douai

Tours : le test du point vert UNE DÉMAGOGIE OUTRANCIÈRE DU P«C»F

Publicité pour une nouvelle cigarette mentholée ou pour le dernier tampon pour vaisselle ? Non, ce n'est que la campagne «nature» du PCF sur les murs de Tours ! Des points verts partout, sur les bandeaux - affiches, sur les tracts, dans les salles de meeting. De grandes affiches toutes vertes vous invitaient à voter Vincent Labeyrie. «Votez utile», «Votez efficace», «Commerçants, artisans, votez Labeyrie pour la défense de vos intérêts !», «Ménagères contre la vie chère : Labeyrie !».

Le thème général de la campagne du PCF à Tours, c'est «l'alliance des manuels et des intellectuels, des salariés et des classes moyennes, l'union du peuple de France». Comme l'explique un de leurs journaux électoraux : «Pour se lancer avec fougue dans cette bataille d'envergure nationale, le professeur Vincent Labeyrie est sorti de son laboratoire».

Un savant pour bandes dessinées

Labeyrie, c'est «un brillant universitaire» : professeur d'environnement et d'écologie à Tours. Il sait parler aux classes moyennes qui reconnaissent en lui un des leurs. Quant aux masses populaires, le PCF leur réserve l'adjoint de Labeyrie, Vigier, maire de Saint Pierre des Corps, ville ouvrière de la banlieue de Tours («la petite Russie» comme l'appelle la bourgeoisie locale), col blanc devant, col bleu derrière, tous deux représentant la conception politique bourgeoise du PCF. «Un phénomène, ce Labeyrie !» com-



me écrit le Nouvel Observateur : «Effervescent, une idée par seconde, collaborateur occasionnel du «Savage» ce savant comme on en voit dans les bandes dessinées...». En tentant de récupérer l'écologie au profit du projet politique du PCF, ce docte professeur se lance, il fait preuve déjà de dons évidents dans la démagogie, option «crétinisme électoral», la démagogie simpliste, en particulier. En témoigne le dépliant distribué aux enseignants : «Le test point vert» dont les 7 questions réponses visent toutes à rassurer les

couches moyennes. C'est un véritable exercice de mise en forme intellectuelle pour universitaires rouillés ! D'un côté, la question, flanquée de deux cases (vrai - faux) à cocher avec soin, de l'autre, la réponse inscrite en vert et à l'envers qui oblige l'électeur à tourner la feuille à chaque fois ! Exemple : «Les communistes français ne pensent plus que la marche au socialisme, qui est leur but, passe aujourd'hui en France, par la dictature du prolétariat». Réponse : Vrai. Et ce fut l'un des événements du XXII^e congrès du PCF».

Un candidat «22^e Congrès»

Devant la candidature Labeyrie, les avis des travailleurs étaient partagés. Ainsi, ces ouvriers du bâtiment : «L'écologie, c'est bien beau, mais tout le monde peut s'en réclamer, même Royer qui fait entretenir avec soin les jardins de la ville». Les cheminots CGT étaient assez nombreux à voter Labeyrie «pour faire échec à Royer». Les vieux militants du PCF de Saint Pierre des Corps ont fait la moue devant ce candidat «new look». Et nombreux sont les travailleurs qui, étant allés au meeting Marchais «pour voir» n'en sont pas sortis convaincus. Les ménagères de Saint-Pierre n'attendent pas de changements de ce type d'élections.

La candidature Labeyrie est, sur le plan électoral, la première expression concrète des résultats du 22^e congrès du PCF : abandon de la faucille et du marteau, priorité ouverte aux classes moyennes sous couvert d'une «alliance manuels-intellectuels». Elle est aussi la conséquence logique de l'âpre compétition électorale entre partis bourgeois «de gauche». Se placer en bonne position, pour influencer sur les choix politiques de l'après-législatives est une préoccupation majeure du PCF. La poussée du PS aux cantonales l'y incite d'autant plus. Dans tout ce marchandage électoral, les préoccupations des travailleurs, leurs luttes, leurs aspirations sont les grandes absentes.

Pierre PUJOL

Le 8 mai célébré malgré Giscard

Cette année, le 8 mai aura été célébré presque mieux qu'à l'accoutumée. Dans toute la France des commémorations, des rassemblements devant les monuments aux morts, des réunions, des inaugurations de rues et de place du 8 mai ont eu lieu. Les associations d'anciens combattants, les syndicats, les partis et municipalités de gauche y ont appelé.

Il faut dire que ce 8 mai s'inscrit dans un contexte particulier, celui où Giscard, sous prétexte «d'effacer les vestiges d'une période douloureuse où l'Europe était divisée», a décidé de supprimer la commémoration officielle. Devant le concert de protestations que sa décision avait provoquée, Giscard avait été obligé de préciser que «toutes les initiatives locales pourraient être prises». Mais, ce faisant, il n'a pu masquer le but véritable de cet acte : essayer d'effacer tout souvenir de la victoire du peuple français contre

l'oppression nazie, pour renforcer la collaboration avec le régime policier de Schmidt. Il a fait interdire toute célébration du 8 mai à ses différents services. Le ministre des PTT a interdit par télégramme de pavoiser ses bâtiments. Les mêmes qui arboraient des drapeaux en berne pour la mort du fasciste Franco ! La majorité et l'Union de la gauche casion pour régler leurs comptes. Charbonnel, UDR patenté, a même protesté violemment.

UNE CÉLÉBRATION DISCRÈTE

On sait que Giscard a supprimé les célébrations officielles du 8 mai depuis l'an dernier. Il était samedi pourtant à Coetquidan, soi-disant pour «honorer ceux qui sont tombés au cours de la seconde guerre mondiale». Quelle discrétion dans cet honneur rendu !

«Chantons sous l'occupation» est interdit de 8 cinémas

Le film «Chantons sous l'occupation» vient d'être retiré de l'affiche de huit cinémas parisiens où il était diffusé. Le propriétaire des salles a reçu des lettres de menaces et une bombe incendiaire a été placée, vendredi, sous l'écran du cinéma «Le Capri», rue Montmartre, à Paris. Le film sera remplacé par «Emmanuelle». «Chantons sous l'occupation» dépeint le Paris de l'occupation. Il remémore les complaisances de toute une série d'artistes vis-à-vis de l'occupant nazi. Chevalier, Trenet qui ont accepté de chanter sous la botte nazie, Danielle Darrieux qui est même allée tourner un film en Allemagne et a voyagé dans les fourgons de l'armée alle-

mande ! «Chantons sous l'occupation» est interdit, par les fascistes, en toute impunité alors que toute une série de films justifiant la collaboration ou ridiculisant la Résistance ont pu passer sur les écrans, malgré toutes les protestations ! On se souvient de «Lacombe Lucien», «Portier de Nuit», «Les Chinois à Paris». Récemment encore le SS Otto Skorzeny s'exprimait à la télévision.

L'interdiction de «Chantons sous l'occupation» éclaire une fois de plus la politique de Giscard faite de compromis avec les anciens collaborateurs et d'«ouverture» vis-à-vis des fascistes, précieuse main d'œuvre pour ses campagnes électorales.

GISCARD AU «DAILY NEWS»

LA FRANCE COMPTE SUR LES U.S.A.

Giscard a accordé une interview samedi au quotidien new-yorkais «Daily News», huit jours avant son voyage aux Etats Unis. Il y donne son appréciation de la politique récente de l'impérialisme américain. Le président, par ailleurs, annonce qu'il ne se rendra pas à New York, car il a peur que la foule ne vienne pas le saluer. «Je ne voudrais pas, dit-il, donner lieu à des comparaisons peu flatteuses». Quel aveu sur la place de l'impérialisme français aujourd'hui, dont le président a peur de passer inaperçu en voyage officiel : Giscard semble aussi regretter le temps où, comme il le rappelle, en 1950, aux meilleurs temps de l'allégeance de la bourgeoisie française à Washington, Vincent Auriol se faisait acclamer dans les rues de la capitale américaine.

L'essentiel n'est pourtant pas là. Ce qui préoccupe

Giscard, en effet, ce sont surtout les hésitations actuelles des Etats-Unis face à la politique du social-impérialisme. Il déplore, en espérant qu'elle sera «passagère», «l'hésitation montrée par les Etats-Unis à réagir à certaines situations urgentes comme l'Angola».

Cette déclaration souligne une collaboration impérialiste entre la France et les USA, entre autres, contre les visées du social-impérialisme. Mais, la faiblesse de la politique giscardienne ne lui permet pas d'oser pour autant dénoncer la supercherie de la détente, ou de revenir sur les concessions faites par Giscard à Moscou sur le désarmement. D'autre part, la collusion avec les Etats-Unis s'inscrit dans les plans de Washington vis à vis du Tiers Monde. Il n'est pas fortuit que Kissinger, retour d'Afrique, se soit arrêté à Paris.

Pas fortuit non plus que cette concertation sur la politique à mener en Afrique se soit tenue juste avant l'ouverture de la conférence franco-africaine. Dans ces conditions, l'affirmation, prononcée par le président dans la même interview, que «la France n'est pas un sujet mais un allié» des USA, apparaît comme une référence obligée

et rituelle pour cacher le glissement atlantiste.

Ainsi, une fois encore, la bourgeoisie va à l'encontre de l'intérêt des ouvriers, et du peuple français, qui commande de rejeter toutes les pressions et compromissions avec les deux superpuissances.

Paul LEFORT

CHIRAC S'OCCUPE DES ARTISANS

En voyage à Tulle, ce week-end, avec son comparse Ansquer, le premier ministre a annoncé des mesures pour l'artisanat (prêt du FDES, développement de l'apprentissage). Ces mesures destinées à contenter l'électorat des petits patrons aggraveront encore les conditions d'emploi des apprentis.

ATTENTATS À PARIS : Deux attentats ont eu lieu dimanche après-midi vers 18 heures contre des sociétés allemandes. Le premier, rue Marbœuf à Paris, contre la société Klotner, le second, avenue de Wagram, contre la société Thyssen.

A l'heure où nous mettons sous presse, ces attentats n'ont pas été revendiqués.

Le hit parade de la semaine

C'est l'IFOP qui, cette semaine, publie le hit-parade habituel des hommes politiques de la bourgeoisie. Chirac et Giscard en sont exclus, auraient-ils des problèmes ? C'est Mitterrand en tous les cas qui recueille le plus d'opinions favorables (62%) chez les gens interrogés, suivi par Chaban-Delmas (ça va lui monter à la tête) avec 52 %, puis Lecanuet (49 %), Deferre (46 %) et Poniatowski (45 %). Fourcade, Rocard, JJSS, Marchais et Mauroy sont les suivants dans l'ordre.

Ces résultats - pour ce qu'ils valent - sont un signe de l'usure gouvernementale. Giscard, qui en est conscient, décidera-t-il des élections anticipées ?

On attend en tous cas, la création d'un nouveau jeu, au PMU : le tiercé des hommes politiques.

LUTTES OUVRIERES

Hier, carrefour des luttes à Lip

ON NE PEUT PAS VAINCRE USINE PAR USINE

suite de la une

L'intérieur de l'usine offre un tout autre spectacle : celui de multiples banderoles et des stands qui avaient pour noms Griffet, Rhône-Poulenc, Gambin (Annemasse), Caron Ozanne, Parisien Libéré... D'autres encore qu'on ne peut tous citer et bien sûr les Réhault arrivés en car la veille à une vingtaine et qui remportaient un beau succès en vendant les chaussures. La présence de toutes ces usines au rendez-vous fixé par les Lip venait rappeler qu'aux 4 coins de France, de grandes luttes se mènent contre le chômage. «C'est ici qu'on peut se faire une idée des boîtes en grève et des problèmes qu'elles rencontrent», nous disait à son stand un travailleur de l'usine de Besançon, qui ajoutait : «C'est l'occasion à saisir pour discuter de l'unité de ces luttes».

DÉVELOPPER LA LUTTE OU RÉCLAMER LE SOUTIEN DE LA «GAUCHE» ?

Comment lutter aujourd'hui ? Comment unir nos luttes ? Quel avenir, quelle issue politique à nos luttes ? Ces questions ont bien fini par être au centre d'un des 5 forums organisés samedi après-midi, forum qui était initialement

intitulé : «Les formes de luttes aujourd'hui».

Ce débat animé par Piaget réunissait les travailleurs de Griffet, Caron Ozanne, Réhault, etc... Une centaine de participants au total. On regrettera tout de même que la majorité des Lip, tous occupés à faire visiter l'usine et à servir bières et sandwiches, n'aient pu participer à ces forums.

«On ne peut pas lutter usine par usine». Cette idée s'imposait évidente à tous les travailleurs présents. La bourgeoisie, quand elle ne lance pas ses hordes de CRS contre les travailleurs de Lip, vise à les isoler, à les laisser mourir. Or, le premier aspect positif à un tel rassemblement, c'est de briser le ghetto.

Construire un rapport de force solide dans chaque lutte et entreprise, gagner et conserver la majorité des ouvriers à la conduite du mouvement : cette question est également débattue, un membre du comité de lutte intersyndical de Réhault explique : «Notre problème, dès lors que nous sommes mobilisés pour la sauvegarde de tous les emplois, que c'est là l'objectif que tout le

monde se fixe, c'est de traduire cette mobilisation par des initiatives offensives qui mettent tout le monde dans le coup : vendre des chaussures, chez nous, cela intéresse la majorité des gars».

AU CENTRE DES DISCUSSIONS : COMMENT FAIRE RECULER LA BOURGEOISIE ?

Créer l'unité populaire autour des luttes. Mais quelle unité populaire ? Piaget explique : «D'abord faire le maximum de travail d'explication auprès de la population et amener toutes les organisations et partis d'opposition à faire quelque chose pour nous». Une ancienne ouvrière de Lip, que cette définition ne satisfait pas, juge préférable d'orienter le travail d'explication en priorité vers les conjoints des travailleurs en lutte, «cela est à même, dit-elle, de renforcer immédiatement le conflit». «C'est le but qu'on s'est fixé» renchérit un travailleur de chez Réhault, «en voulant amener tous les chômeurs de Fougères à venir avec nous dans l'usine. Constituer, en somme, un bloc contre le chômage».

Le débat sera vif, enfin,

quand sera posé le problème du débouché politique de nos luttes, de leur avenir : un délégué CFDT de Rhône Poulenc intervient : «A travers toutes les batailles que nous menons un peu partout, on peut se rendre compte que ce qui nous lie les

mains, ce sont les partis d'opposition. Il est bien évident qu'on ne peut attendre 78, mais que dès aujourd'hui, vouloir rechercher l'unité avec ces partis, c'est se condamner à ne pas prendre d'initiatives». La réponse de Piaget est mitigée : «Envi-

sageons plutôt, dit-il, d'obliger ces partis à se rallier à nos plate-formes de lutte, c'est une façon possible de réaliser l'unité des travailleurs». Toutes ces questions n'ont été en fait qu'abordées, et témoignent de la nécessité de poursuivre ce débat.

POUR SOUTENIR LES 23 DE BOURGOGNE-ELECTRONIQUE

«C'est cela qu'il faut faire»

Hier matin, la section du 20^e arrondissement de Paris du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste léniniste) intervenait à Ménilmontant pour appeler à engager la riposte pour la réintégration des 23 travailleurs de Bourgogne Electronique licenciés. Une saynète fut jouée.

C'est très vite que des dizaines de travailleurs français et immigrés feront cercle, sur le trottoir, écoutant, riant quand la saynète montrera Giscard parlant des réformes, les empêcher de lutter : «Cette année encore, un certain nombre de travailleurs immigrés auront la chance de diner à l'Elysée avec moi».

«C'est cela qu'il faut faire», dira un travailleur immigré quand la pièce montrera les travailleuses de Bourgogne Electronique pendant la lutte,

faisant une première fois échec à la répression de la direction, en construisant un rapport de force, leur permettant d'arracher 200 F. «Moi, dans ma boîte, le bâtiment, nous avons fait grève pour les conditions de travail et le patron a appelé les flics. Nous l'avons sequestré et c'est le nombre qui les dissuadera d'intervenir, aussi».

Mais aujourd'hui, 23 travailleurs sont licenciés. Quand le patron de Bourgogne Electronique déclarera dans la pièce : «Je vais licencier 23 travailleurs», des travailleurs immigrés siffleront, un autre dira : «Français, immigrés, nous sommes tous frappés, il faut qu'on soit unis». La saynète montrera l'enjeu de la riposte à apporter : «Déjà, en licenciant les délégués, ils veulent à Bourgogne Electronique empêcher toute lutte à

l'avenir mais beaucoup plus, le patron veut aussi nous faire payer notre victoire car, c'est un exemple pour les travailleurs partout».

Une riposte d'ampleur s'impose donc. «Moi aussi, je suis délégué, dira un travailleur, ils m'ont mis devant le tribunal, c'est parce que nous étions nombreux que le patron a cédé» montrant la voie à suivre.

A la fin de la saynète, de nombreux «Quotidien du Peuple» seront lus, 60 signatures de soutien seront recueillies, des travailleurs se proposeront de témoigner sur les cas de répression qu'ils vivent, montrant par là que lutter contre la répression est l'affaire de tous !

Non aux licenciements des 23 à Bourgogne Electronique ! Engageons le soutien pour leur réintégration !

Monin Ordures Service (Lyon) C'EST LE 19^e JOUR DE GRÈVE !



Les deux cents chargeurs de l'entreprise privée Monin Ordures Service, à Lyon, entament aujourd'hui leur 19^e jour de grève pour la diminution des cadences de travail et le respect de l'accord signé en janvier sur les salaires et non respecté par la direction. Après avoir fait échec au chantage à la fermeture, les menaces contre un dirigeant de la lutte n'ont fait que renforcer leur résolution à gagner. L'armée aidée par la police, tente de briser la grève en faisant le travail des grévistes. Soutenons les travailleurs de Monin !

MANIFESTATION ET FÊTE POPULAIRE EN SOUTIEN A L'USINE DESOMBRE OCCUPÉE DEPUIS 7 MOIS (LILLE)

Un millier de personnes samedi 8 mai étaient venues soutenir les travailleurs de Desombre qui occupent depuis 7 mois leur usine. Les manifestants ont défilé de la mairie de Lille à l'usine occupée puis ont assisté dans les locaux même

de l'usine à une fête populaire. La fête était réussie et un grand nombre de familles ont applaudi les clowns du Prado et dansé avec des chanteurs populaires flamands.

Si la manifestation et

la fête organisées par la CFDT vont sans doute permettre de développer un soutien à l'usine occupée, où étaient donc les travailleuses de Desombre pour pouvoir discuter avec elles de leur lutte et de l'aide à leur apporter.

LA CRÉATION DE L'INTER-TRUST HUTCHINSON C'EST L'OBJET D'UNE LUTTE

Les délégués CFDT des travailleurs des usines Hutchinson et filiales (Dubou-Nantes, Sitec-Présigné, KRP-Tripport, FIP-Liancourt, Atlas-Issé, Hutchinson-Roubaix et Châtelleraut) se sont réunis les 4 et 5 mai à Paris, pour définir une politique commune à l'inter-trust qui ainsi se mettait en place... Une majorité d'employés et d'agents de maîtrise «représentaient» les travailleurs du trust dans cette réunion (sauf pour la FIP et Hutchinson proprement dit : Roubaix et Châtelleraut). Cela a pesé sur le déroulement souvent confus de la réunion et sur le contenu des propositions d'action, en retrait des aspirations des travailleurs et parfois franchement opposés... Le tout sous l'œil d'un permanent fédéral de la chimie CFDT assez «effacé» !

Un responsable du Cabinet Syndex (groupe d'étude économique lié à la CFDT) est venu demander où en était la situation économique de nos entreprises. Cela a été pour plusieurs délégations l'occasion d'y aller d'un couplet sur les difficultés de gestion de ces boîtes, alors que le chiffre d'affaires du groupe croît pourtant avec régularité ! Les quelques ouvriers présents devaient énergiquement protester contre ce

Richier (Pont de Claix) en grève avec occupation de l'usine pourquoi ?

- en 1972 : Ford achète Richier
- En 1975 : Ford supprime 100 emplois sur 550 à Pont-de-Claix
- De 72 à 75 : Ford refuse des marchés !...
- 13 avril 1976 : Ford annonce l'abandon des fabrications d'ici fin 1976 à Pont-de-Claix et confirme la mise en vente de l'usine.

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

- 1) Ford avec l'autorisation du gouvernement, prend le contrôle du groupe Richier :
 - un des premiers constructeurs européens de matériels de travaux publics
 - 4 400 emplois répartis sur l'ensemble du territoire français
 - Une technique de pointe
 - 2) Ford a une liberté totale de manœuvre :
 - appropriation des techniques Richier
 - Elimination de la concurrence et partage du marché entre multinationales
 - Restructuration :
 - abandon de matériels
 - centralisation des services
 - parcellisation des tâches
 - dévaluation du travail
 - diminution des responsabilités et des capacités d'initiative
- AUCUNE SOLUTION DE REMPLACEMENT PROPOSÉE
- Conséquence :
- un processus de démantèlement déjà engagé : suppression de services
 - C'est l'incertitude pour les 450 emplois restants
 - Notre revendication essentielle ?
 - Maintien de l'activité de l'usine de Pont de Claix pour tout le personnel !

point de vue d'aménagement du capital et le dénoncer. En fin de compte, il n'est sorti des deux jours de stage qu'une liste de revendications, pour laquelle il a fallu se battre pour qu'y figure la suppression du travail posté ! Mais on n'a pas pu discuter de comment défendre les revendications, si ce n'est auprès de la direction générale... On a quand même imposé, par contre, qu'aucune section ne signe d'accord par usine, pour rester fort et négocier à l'échelle du trust.

Corresp. Hutchinson

LUTTES OUVRIERES

A la SMN (Caen)

LES PATRONS ASSASSINENT, C'EST UN OUVRIER QUI EST INculpé !

En décembre 75, un ouvrier de la manœuvre SMN était tué, coincé entre les tampons de deux wagons. En avril 76, un de ses camarades de travail, chef de manœuvre, est inculpé par la justice bourgeoise.

Le prétexte c'est que d'après les «règlements en vigueur» le chef de manœuvre serait «responsable». En fait, chef de manœuvre, c'est le titre d'un ouvrier qui dirige la manœuvre pour accrocher les wagons au loco-tracteur et fait le lien entre l'accrocheur et le conducteur qui ne se voient pas. Ce n'est en aucun cas un agent de maîtrise, un agent dirigeant quoi que soit. D'ailleurs le règlement sécurité n'est pratiquement jamais appliqué dans le service chemin de fer, parce que le rythme et les conditions de travail imposés par la direction s'y opposent... Les travailleurs le savent bien et la maîtrise ne l'ignore pas. Mais elle ferme les yeux... La responsabilité de la mort de notre camarade

provient de l'organisation capitaliste du travail et d'un réseau de chemin de fer intérieur à l'usine très ancien, tout en courbes ce qui rend les manœuvres très dangereuses. Les véritables responsables ce sont donc ceux qui organisent ce travail dans de telles conditions et qui plus est, sans donner les effectifs nécessaires pour protéger les manœuvres ! Ce sont les patrons et leurs chiens de garde ! Exigeons l'inculpation du patron et l'arrêt de toute poursuite contre notre camarade inculpé !

Telle est la position de la cellule du PCR de l'usine qui a engagé une campagne pour l'arrêt de toute poursuite contre l'ouvrier inculpé... Une pétition du PCR a recueilli déjà plus d'une centaine de signatures au service chemin de fer !

Mais ce n'est pas l'avis des révisionnistes du P«C»F qui ont développé largement l'idée qu'il ne fallait «pas faire trop de bruit autour de cette affaire : car ce serait indisposer la justice qui en serait d'autant plus sévère !» Au service de quelle classe est donc la justice dont parlent ces gens-là ? Ne nous y trompons pas : si certains juges ont pris des positions courageuses en inculpant quelques patrons, la justice reste l'instrument de la bourgeoisie. La preuve en est cette nouvelle loi sur la «sécurité

du travail» que vient de proposer le gouvernement, pour rendre responsables des accidents les travailleurs eux-mêmes. L'inculpation de notre camarade à la SMN est l'application avant la lettre de cette loi scélérate !

Exigeons l'arrêt de toute poursuite contre notre camarade, poursuivons la campagne de mobilisation : ce sont les patrons qu'il faut inculper !

Correspondant Caen

C.F.E.M. (Fos sur Mer)

La sécurité dans le travail on l'impose par la lutte

Zone de Fos : contre les accidents du travail, le 6 mai, aucune mobilisation n'a été entreprise pour engager l'action alors que les accidents ne font que se développer dans l'usine CFEM.

Par ailleurs, les révisionnistes du PC dans la CGT de l'usine veulent faire une collecte pour payer un avocat afin d'attaquer la direction pour un accident du travail qui a coûté la vie, il y a deux ans, à un de nos camarades de travail, Almangea : «Nous parviendrons à la faire condamner», disent-ils. Se placer principalement au niveau de la bataille juridique, c'est perdre son temps et créer la division et ne pas engager l'action offensive des travailleurs pour des revendications pour la sécurité et l'amélioration des conditions de travail.

A la CFEM Fos, c'est d'abord le travail en poste qui ruine complètement la santé des travailleurs et entraîne de

fait de nombreux accidents. Mais ceci, la direction ne veut pas en entendre parler, la compétitivité de l'usine passe avant la vie des ouvriers -noblesse oblige. Les révisos du P«C»F lui donnent un grand coup de main en refusant de lutter contre le travail posté, en se refusant à passer à l'action directe, mais ces messieurs n'ont pas oublié la dernière lutte, où plus la lutte s'accroissait et plus les travailleurs réfléchissaient comment mettre à bas cette société capitaliste pourrie.

Avec leur manière de mener l'action et de mobiliser les travailleurs, ils ne font qu'enfermer notre syndicat dans la collaboration de classe, qu'enfermer notre syndicat dans la collaboration de classe.

La sécurité dans le travail, on l'impose du tac au tac à chaque accident, par la lutte.

Correspondant Fos

CLINIQUE SAINT-FRANÇOIS (Forbach)

4 militants syndicaux poursuivis au tribunal !

Parce qu'ils avaient dénoncé par tract, en octobre 74, les pratiques d'une clinique (St François à Forbach) - dont les liens de la direction avec le PS sont connus - 4 militants CFDT sont poursuivis au tribunal pour «diffamation». Le directeur réclame tranquillement 20 millions d'anciens francs d'indemnités, se plaignant d'une «baisse de chiffre de d'affaires» qu'auraient occasionnée les révélations syndicales : pour ce toubib chef d'entreprise, santé et profit sont synonymes !

Lors du procès, des travailleuses «soignées» sont venues soutenir les travailleuses «soignantes» inculpées et raconter les mauvaises conditions d'hospitalisation qu'elles ont eu à subir. Tandis que des anciennes employées de la clinique ont témoigné de la répression exercée contre elles. Ainsi, elles avaient créé une section CFDT, alors tous les adhérents ont eu des ennuis incessants... dont ce procès est l'aboutissement ! Pour la bourgeoisie, dénoncer, c'est diffamer... Mais de nombreux travailleurs de toute la région sont venus contester cela et soutenir les camarades inculpés : la salle d'audience était pleine ! Des milliers de tracts vont dire la vérité sur la clinique St François aux quatre coins de la région !

Corresp. Moselle

● Les travailleurs de l'entreprise Sedame à Grévy-sur-Aix, en Savoie se sont mis en lutte pour s'opposer aux licenciements de l'un de leurs camarades, délégué CFDT. Partout à Aix-les-Bains, ils appellent à soutenir leur action.

● HALTE À LA RÉPRESSION ANTI-SYNDICALE À SCHLUMBERGER - REIMS : La direction des compteurs Schlumberger à Reims a l'intention de transférer un certain nombre de fabrications à l'usine

d'Abbeville (Somme). Et la semaine dernière, alors qu'elle voulait commencer à déménager un certain nombre de pièces, les délégués CGT et CFDT s'y sont fermement opposés. La direction a riposté en infligeant trois jours de mise à pied à un délégué CFDT. Les travailleurs de Schlumberger ont débrayé une heure en solidarité avec lui.

Corresp. Reims

● Les 250 travailleurs de l'entreprise Huard, à Carcassonne, coulent les cadences de travail depuis plusieurs jours pour obtenir une augmentation de salaire et une révision des classifications.

L'implantation de la Saviem en Lorraine

10 000 LICENCIEMENTS CONTRE UNE USINE

Il y avait du «beau monde» jeudi 6 mai à l'Hôtel Clermont à Paris. M^r Chirac, Poniatowski, Zanotti le PDG de la Saviem, le préfet et le sous-préfet de Meurthe-et-Moselle, Servan Schreiber, le PDG de Sacilor, Schwartz député P«C»F de Nancy : Chirac annonçait officiellement «un acte de foi et une preuve d'optimisme pour la Lorraine. Il parlait de l'implantation de la SAVIEM en Lorraine, il ne faisait pas allusion aux 10 000 licenciements prévus dans la sidérurgie mais aux compensations !

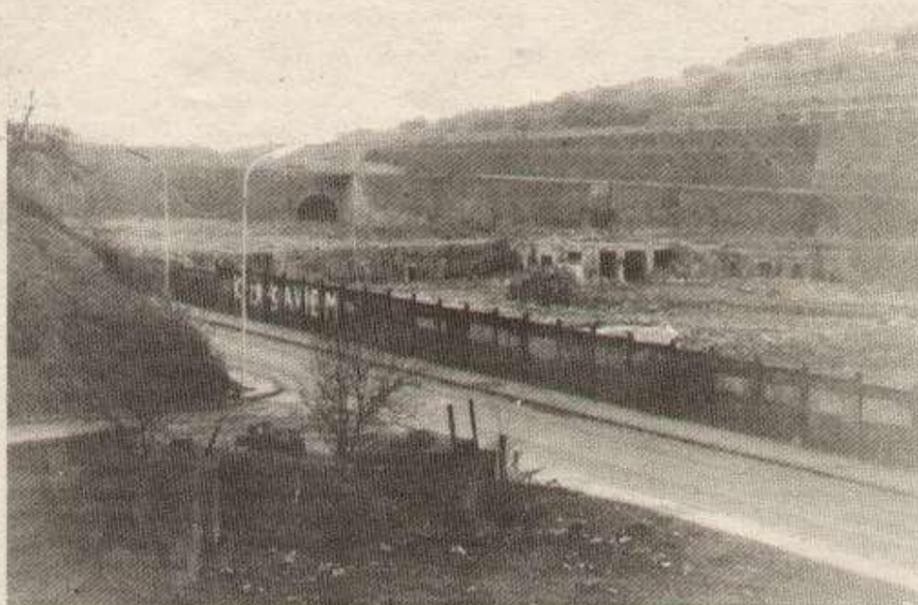
Le groupe sectoriel d'analyse et de prévision créé pour l'établissement du 7^e plan, vient de donner les résultats de ses travaux : 5 000 à 6 000 licenciements sont prévus dans la sidérurgie française. Dans le même temps, les estimations faites à Bruxelles parlent de 10 000 emplois supprimés d'ici fin 1980.

UN 7^e PLAN: UN PLAN DELIQUIDATION

D'après les mêmes sources, la région la plus touchée sera l'Est de la France. Autant dire que Sacilor compte accroître encore sa productivité en licenciement et en augmentant les cadences ! Pour les patrons, il s'agit de

remonter les places au classement européen de la productivité afin d'être plus compétitif dans la course capitaliste au profit maximum. Il s'agissait donc pour eux de trouver une manœuvre qui fasse passer leur sale coup.

Et qui, mieux que ceux dont la raison d'être est de tromper les travailleurs, pourraient les conseiller sur cette manœuvre : Michéville a fermé, le P«C»F réclame la SAVIEM à Villerupt. Les patrons ont trouvé que c'était intéressant. En prévision de la liquidation des usines de Homécourt, ils ont décidé l'installation de la Saviem, avant même que les faux communistes locaux ne la réclament.



10 000 SUPPRESSIONS D'EMPLOI CONTRE 3 000 CRÉATIONS : NOUS N'ACCEPTERONS PAS UN TEL MARCHÉ DE DUPE

Effectivement, l'idée peut sembler bonne, si grâce à l'ingéniosité de Porcu et compagnie, Sacilor a pu boucler ses usines dans le pays sans être inquiété, pourquoi ce ne marcherait-il pas à

Homécourt ? La radio, les journaux font un grand tapage autour de la nouvelle. Comme si le chômage allait disparaître en Lorraine !

Mais nous n'accepterons pas ce marché : c'est un marché de dupe ! Sur 10 000 sidérurgistes licenciés, 3 000 seraient repris. Il en reste 7 000. Et même pour les 3 000 embauchés, c'est le déclassement assuré pour tous les travail-

leurs.

Les travailleurs doivent refuser tout licenciement à Sacilor. Mais sur la voie de la lutte, nous aurons à combattre les faux communistes.

Ils doivent être bien embêtés ces porteurs de pétition. Depuis 5 ans, ils ne cessent de répéter qu'il faut la Saviem à Villerupt. Là voilà 30 kms plus loin, sans que personne n'ait rien demandé.

Et samedi matin (8 mai) encore Porcu et Sacconi (maire P«C»F de Villerupt) continuaient de réclamer (en plus de l'installation à Briey) «la Saviem à Villerupt».

Voilà ce qu'a déclaré Sacconi dans le dernier bulletin municipal : «Il faut une usine de type Saviem pour le bassin de Villerupt qui dispose de tous les équipements collectifs nécessaires, ainsi que d'une riche main-d'œuvre vivement appréciée par les employeurs».

Et voici ce que déclarait le PDG de Saviem : «Parmi les éléments qui ont déterminé notre choix, a été déterminant le potentiel de main-d'œuvre qualifiée, etc».

Effectivement, ces deux messieurs parlent le même langage. Sans aucun doute, ce n'est pas celui des travailleurs qui, eux, n'ont jamais demandé à leur patron s'il les appréciait.

Vraiment, il y avait du «beau monde» à l'annonce de la nouvelle à Paris. Il ne manquait que Sacconi et Porcu.

Corresp. Villerupt

INFORMATIONS GENERALES

Sécheresse et anarchie capitaliste

La pomme de terre à 5 F ? C'est à cause de la sécheresse ! Voilà l'explication de Fourcade. Mais alors en 1976, en France, pays riche, développé... jouissant de conditions géographiques et climatiques favorables, nous serions à la merci d'un simple retard des pluies ?

D'autant plus qu'il n'y a pas que le porte-monnaie de la ménagère à en souffrir : pour beaucoup de petits paysans, surtout en Bretagne et en Normandie, la situation est dramatique.

Les récoltes de maïs, d'orge, d'épinards vont en souffrir, de même que les élevages pâtissent de la sécheresse des prairies et du renchérissement record du foin qui l'accompagne.

Les paysans pauvres, ceux qui n'ont pas les moyens de payer les installations d'irrigation et d'arrosage nécessaires, qui n'ont pas les reins assez solides pour supporter une année de mauvaise récolte, seront comme d'habitude les premiers à en souffrir.

Dans l'ouest, les puits sont à sec, la terre est sèche sur 1,50 m d'épaisseur ; alors que les pluies de l'année dernière ont été très abondantes !

La responsabilité en revient à la façon absurde dont a été réalisé le «remembrement» ; sans tenir compte du relief, en supprimant les fameuses

haies du bocage... Ces haies permettaient de retenir l'eau ; sans haies, les pluies ruissellent et «lessivent» les sols...

Le remembrement visait à faciliter la rentabilisation capitaliste de l'agriculture.

Que cette rentabilisation soit à courte vue, qu'elle aggrave les conséquences des intempéries sur l'agriculture, la bourgeoisie n'en a cure.

En effet, dans sa politique qui vise à faire suer le maximum de profit de l'agriculture, tous les risques liés aux intempéries sont laissés à la charge du petit paysan producteur. Quant aux trusts agro-alimentaires qui commercialisent leurs produits, ça ne leur fait ni chaud ni froid. Voire, ils profitent de la pénurie pour augmenter les prix...

P.G.

Le séisme en Italie

PLUS DE MILLE MORTS

A mesure que les recherches se poursuivent, la terrible liste des victimes s'allonge : on dénombre sans doute plus de mille morts, plus de deux mille blessés. Quant aux dégâts matériels, ils sont encore difficile à évaluer. D'innombrables familles trop populaires sont dans une situation dramatique, ayant perdu tout ce qu'elles possédaient. Sur une zone de 25 kms sur 15, 20 communes ont perdu plus de la moitié de leurs bâtiments, et il y a plusieurs dizaines de milliers de sans-abri. Les habitations les plus touchées sont les immeubles populaires, de plusieurs étages, et qui se sont écroulés trop facilement.

Mais les épreuves ne sont pas finies pour les habitants de la région d'Udine. Les habitants des vallées fuient les montagnes qui risquent de s'écrouler sur eux. Des villages restent coupés du monde, les secours pro-

manquent de plasma. Chaleur et manque d'eau font craindre les épidémies, et on procède à des enterrements précipités.

De nouvelles secousses surviennent encore plusieurs fois par jour. Et les pluies torrentielles qui

pendant quelques mois... mais après ?

Pourtant, la population sinistrée fait preuve d'un grand courage face à l'adversité. Pas de sauve-qui-peut, pas de scène de pillage, mais un grand mouvement de solidarité pour fournir des vivres, du sang... Déjà, ceux qui ont tout perdu songent à la reconstruction.

Peut-on parler de fatalité à propos de tant de souffrances ? Certains disent : une telle catastrophe est imprévisible, et de toute manière, on n'y peut rien.

Ce n'est pas l'avis des géologues italiens, qui dénoncent «les dangers sis-

cats de pompiers, ils considèrent que le plan de secours d'urgence est entré trop tardivement en action. Enfin, il est question d'intenter des poursuites judiciaires contre les constructeurs d'immeubles qui se sont effondrés trop facilement, causant un grand nombre de morts.

Il faudra bien que les responsabilités soient établies. Pourquoi les moyens n'ont-ils pas été pris pour prévoir de telles catastrophes, alors que c'est techniquement possible ? En permettant l'évacuation à temps des locaux dangereux, une telle prévision aurait sauvé de nombreuses vies. Par ailleurs, il est inadmissible que dans une zone qui est sujette aux séismes, des précautions n'aient pas été prises quant aux procédés de construction des immeubles.

Ces procédés existent, en France ils ont été codifiés dans un texte réglementaire de 1969. Notre pays n'est pas à l'abri de catastrophes semblables à celle d'Udine. Des immeubles récents viennent de se fissurer à Nancy et Strasbourg. Un séisme a eu lieu en 1909 en Provence. Pourtant, même dans les régions suspectes, la réglementation de 1969 n'est jamais respectée.

Pouvons-nous accepter que des milliers de vies soient ainsi risquées à cause de l'incurie de la bourgeoisie, pour qui la lutte contre les catastrophes passe après le profit ?

Paul GAUVIN



NOUVEAU TRAIN DE HAUSSE DES PRIX

La chaleur arrive : les boissons fraîches augmentent de trois à onze centimes par litre. Le kilo de compote augmente de huit centimes, certains produits surgelés de pâtisserie industrielle de 3,5 à 4 % ; est-ce la proximité des vacances ? Le prix des pneus augmente de 5,5 à 9 %. En même temps, les tapis, moquettes, couvertures, meubles vont augmenter de 2 à 5 %.

Il est également fortement question d'une hausse des transports en commun parisiens. Le prix du ticket

passerait de 0,90 F à 1 F ; la carte orange augmenterait en proportion. Ce qui fait hésiter nos généreux ministres, c'est que cette hausse se répercuterait sur l'indice des prix, et qu'il faudrait également augmenter le SMIC.

Quant à la pomme de terre à 4 ou 6 F le kilo, elle ne compte pas pour l'indice des prix : seule celle qui est taxée à 84 centimes et introuvable compte.

C'est la reprise pour les patrons, c'est la poursuite du chômage et de la vie chère pour les travailleurs.

gressent lentement. Des rescapés ont survécu 29 heures sous les ruines de leur maison (150.000 sinistrés dorment dans les champs). Avec la chaleur, le manque d'eau se fait cruellement sentir. Mille enfants en bas âge manquent de lait. Les hôpitaux

commencent, ne facilitent pas les secours et obligent les sinistrés à se réfugier dans des abris de fortune.

A plus long terme, les destructions signifient chômage pour les ouvriers de la région. On leur promet 90% du salaire

miques que traverse le pays, en raison d'une carence d'études approfondies ainsi que «l'absence de structure appropriée pour recueillir, analyser et utiliser, de manière adéquate, les données sur la sismicité du territoire national». Quant aux syndi-

La rage réapparaît

A Besançon hier matin, un renard suspect de rage a été abattu dans une cité.

En Meurthe-et-Moselle, une famille de Millery a été en contact avec un chien mordu par un renard enragé. Toute cette famille a subi la vaccination préventive anti-rabique ; on analyse en ce moment le cerveau du renard enragé qui a été abattu et envoyé au centre de lutte contre la rage de Pixérecourt.

A l'hôpital Claude Bernard à Paris, les médecins soignent un cas de rage chez un enfant mordu au Congo par un chien enragé.

Sur cet enfant qui est dans un état désespéré (son cerveau était gravement atteint dès l'apparition des premiers signes de rage), on essaie divers traitements (en maintenant sa température à 40°, température intolérable pour le virus).

LE DANGER DE LA RAGE

En effet jusqu'ici, aucun cas de rage déclarée n'a pu être guéri. Dès les premiers signes, le cerveau est atteint gravement par le virus, la mort survient quelques jours

après chez un malade inconscient comateux, qui s'agitte, fait des crises convulsives, bave.

C'est la bave de l'animal ou de l'homme enragé qui est contagieuse et transmet le virus. Pour attraper la rage, il faut que le virus passe dans la circulation sanguine : la contagion se fera à l'occasion d'une morsure profonde ou du contact d'une blessure, coupure avec de la bave d'un enragé.

LE VACCIN CONTRE LA RAGE

La seule prévention contre la rage à l'heure actuelle : le vaccin distribué par l'institut Pasteur qui doit être réservé aux cas très suspects et ne peut être pratiqué largement vu ses dangers : dans un cas sur 1 000, il provoque des troubles graves du type encéphalite qui handicaperont à vie.

Un autre vaccin existe préparé par le laboratoire Mérieux, non commercialisé et expérimenté dans les écoles vétérinaires pour protéger les vétérinaires au contact d'animaux enragés. Il

n'entraîne pas de troubles neurologiques et semble bien toléré.

En cas de blessure suspecte, toujours bien laver la plaie à l'eau, au savon de Marseille, puis nettoyer à l'alcool. Ne pas abattre si possible l'animal et le garder en observation pendant quelques jours (l'attraper et l'envoyer au centre de vaccination anti-rabique). Si les signes de rage apparaissent, on continue la vaccination, dans le cas contraire on peut l'interrompre vu ses dangers.

● A l'appel du comité de grève de Clignancourt. Coordination parisienne à Jussieu lundi 10 mai : 18 h 30 amphi 34. Deux points à l'ordre du jour : - après la coordination de Lyon, que faire ? - Comment lutter contre la répression Dauphine-Clignancourt ?

● AFFAIRE AGRET : «Le seul qui peut crier sans innocence dans cette affaire, c'est moi» vient de déclarer Antoine Ritter, co-inculpé de Agret pour le meurtre de Borrel. Il déclare que s'il a avoué le crime, c'est parce qu'il aurait reçu des menaces.

● ATTENTAT A BASTIA : Un attentat a été commis samedi soir, à l'usine à gaz de Bastia. La charge qui a éclaté n'a pas commis de dégâts. Une autre charge a aussi été découverte dans les jardins de la sous-préfecture de Corte.

ELECTIONS DE TOURS RESULTATS

Abstentions : 39 % (1973 : 24 %) ; Royer (majorité) : 56,08 % (51,21 %) ; Lussault (PS) : 21,05 % (17,90 %) ; Labeyrie (PCF) : 18,2 % (19,17 %) ; Herrault (Ref.) : 2,5 % (9,11 %).

STRASBOURG : MANIFESTATION CONTRE UN MEETING FASCISTE

Une nouvelle fois en l'espace de quelques mois, un meeting fasciste a prétendu se tenir vendredi soir à Strasbourg, avec bien entendu la bénédiction de la police. Une nouvelle fois, la riposte a été immédiate et résolue. Plusieurs centaines de manifestants ont défilé depuis le centre de la ville jusqu'à la salle de la Marseillaise (proche de l'école militaire) où devait se tenir le meeting. Les manifestants ont défilé aux cris de «Interdiction du meeting», «Flics, fascistes, assassins», «Halte au racisme, non aux expulsions», «Travailleurs français immigrés, même combat». Là, les CRS les attendaient, les manifestants ayant affirmé leur volonté d'interdire la tenue du meeting et de poursuivre la manifestation, très rapidement ce fut l'affrontement. Après plusieurs charges auxquelles a été opposée une riposte, l'ordre de dispersion a été lancé. C'est alors que les CRS, assistés de nombreux flics, ont ratonné dans les petites rues du centre, s'attaquant aux petits groupes qui rentraient chez eux. Les flics ont matraqué sauvagement, notamment ceux en civil que beaucoup ont pris pour des fascistes. Où est la différence ?

Une trentaine de personnes ont été arrêtées, quatre gardées à vue, et sont maintenant inculpées de violence à agent. Mobilisons-nous pour exiger la levée de ces inculpations.

Quant aux fascistes, ils se sont retrouvés à vingt-quatre au meeting, comme il y avait à peu près deux cents flics pour les protéger, il faut en déduire qu'un fasciste nécessite en moyenne dix flics pour sa protection.

INTERNATIONAL

Ouverture à Paris de la conférence franco-africaine

TENTATIVES D'AJUSTEMENT DU NEO-COLONIALISME

Aujourd'hui 10 et demain 11 mai se tient à Paris la Conférence franco-africaine qui regroupera 19 pays africains et la France. Il ne s'agit pas uniquement des pays dominés par l'impérialisme français. Si la France continue à entretenir des rapports néo-coloniaux sans grands changements avec des pays comme la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Sénégal et la République Centrafricaine, il n'en va pas de même pour tous les pays qu'elle a convoqués à cette conférence.

Le Tchad avait refusé de venir à la première conférence de ce type convoquée par Pompidou en novembre 73. Mais depuis les contradictions avec la France au sujet de la révision des accords de coopération se sont apaisées après l'assassinat de Tombalbaye et son remplacement par Malloum, de nouveaux accords ont été signés qui ne lésent pas les intérêts impérialistes.

Pour ce qui concerne le Togo, c'est Eyadema qui fin 1972, lors du voyage de Pompidou à Lomé conteste publiquement les accords monétaires : «A l'intérieur de la zone franc, nous voudrions que la parité du franc-CFA par rapport au franc français soit reconsidérée. Nous pensons en effet que cette parité ne correspond pas à la réalité». Si cette déclaration à l'époque avait surpris, elle ne remettait pas en cause l'existence

même de la zone franc et demandait seulement un réaménagement et d'ailleurs le Togo a assisté à toutes les conférences sans problèmes.

Les relations avec le Niger ont connu aussi des hauts et des bas. Diouri Hamani qui était présent à la conférence de Paris de 1973 avait demandé en 1972 la révision des accords de coopération et notamment de l'article 5, qui accordait à la France et au CEA (Centre à l'Energie Atomique), l'utilisation prioritaire des matières premières et produits stratégiques du Niger, notamment l'uranium. Ne tolérant pas qu'on conteste un tant soit peu ses prérogatives et celles du CEA en ce domaine, la France apportait son appui total aux militaires qui renversaient Diouri le 15 avril 1974. Kountché qui a prouvé depuis qu'il était un fidèle serviteur des intérêts fran-

çais se trouve à Paris pour la conférence.

Cependant, la première brèche ouverte dans la zone franc, a été faite par Madagascar autrefois colonisée par la France, qui le 23 mai 1973, étendait à la zone franc le contrôle des changes : ce qui eut pour conséquence immé-

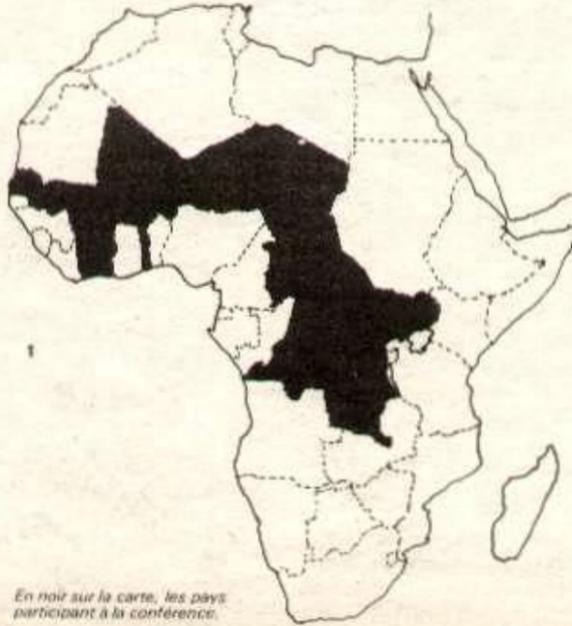
diatement de protéger le franc malgache qui, sans que la parité avec le franc français soit modifiée, n'était plus directement échangeable. En mai 1972, un soulèvement populaire à Tananarive avait abouti au renversement de Tsiranana qui a été remplacé par des militaires et un an plus

tard, à la révision des accords de coopération avec la France et la sortie de fait de la zone franc.

A la même période, janvier 1973, la Mauritanie annonce sa sortie de la zone franc et crée sa propre monnaie l'ouguiya. Elle dénonce les accords de coopération avec la France et signe de nouveaux accords le 15 février 1973. Enfin, elle nationalise la MIFERMA (société des mines de fer de Mauritanie) en novembre 1974. En même temps qu'elle prenait du champ par rapport à l'impérialisme français, la Mauritanie affirmait sa vocation de pays charnière entre les pays arabes et les pays africains noirs. C'est ainsi qu'elle jouait un rôle important dans le cadre de la conférence de Lomé qui regrou-

peut les pays africains et les pays de la communauté économique européenne et qu'elle vient de figurer en bonne place à la conférence arabo-africaine, alors que comme Madagascar, comme le Cameroun, elle est absente de la conférence de Paris.

Cette conférence se situe dans le cadre des nouveaux rapports de force qui sur le plan mondial opposent les pays impérialistes aux pays et peuples du Tiers Monde. La France profondément ébranlée par la crise qui secoue l'ensemble du système capitaliste se trouve maintenant en compétition avec les autres impérialismes secondaires d'une part et avec les deux super-puissances d'autre part.



En noir sur la carte, les pays participant à la conférence.

Ce sommet réuni à l'initiative de la France, ancienne puissance coloniale, regroupe 14 pays francophones : la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Gabon, le Tchad, le Bénin, la Haute-Volta, le Mali, le Niger, la République centrafricaine, le Togo, les Comores, anciennement colonisés par la France, le Zaïre, le Rwanda et le Burundi, anciennement colonisés par la Belgique et qui depuis très longtemps entretiennent des relations de coopération avec la France, la Guinée-Bissau, Sao-Tomé et Príncipe, les îles du Cap-Vert qui viennent de se libérer du colonialisme portugais, l'île Maurice, membre du Commonwealth et les Seychelles aussi colonisées par l'Angleterre.

Ulrike Meinhof suite de la une

d'avocats de la défense, pour empêcher «légalement» toute défense collective des accusés. C'est en fait un système très raffiné de tortures pensées très scientifiquement qui a tué Ulrike Meinhof.

Ce crime est aujourd'hui bien camouflé. Pendant ce temps, Poniatowski et Lecanuet vont prendre outre Rhin des leçons de justice tienne de l'ordre et de justice chez leur collègue allemand. Le chancelier Schmidt et Giscard se targuent de leurs bonnes relations, pendant que Brandt, l'ancien chancelier allemand, et Mitterrand collaborent fraternellement à la tête de l'Internationale socialiste. Tout ce beau monde coopère activement : non seulement les dirigeants français couvrent les crimes de la bourgeoisie allemande mais encore ils tendent d'en copier les méthodes.

L'Allemagne suit un chemin inquiétant qui rappelle par bien des aspects son passé, et sert de modèle aux bourgeoisies européennes moins stables aujourd'hui. Quels que soient les désaccords, que l'on puisse entretenir avec les méthodes de la RAF, il est nécessaire de protester contre la voie que suit la bourgeoisie allemande, et qu'elle prétend imprimer aux autres pays européens. C'est une composante de la bataille pour les libertés démocratiques dans notre pays.

Conférence sur le droit de la mer

La 4^e session de la Conférence des Nations-Unies sur le droit de la mer s'est achevée vendredi dernier. Il semble que les contradictions continuent entre un grand nombre de pays (l'Islande étant parmi les plus concernés) et les puissances impérialistes hostiles à une extension de la souveraineté des pays sur la mer, qui limiterait leur pillage des ressources de pêche et minérales. En particulier, l'URSS s'est vivement opposée à la définition d'une «zone économique exclusive» de 200 milles. La session n'a pu définir un projet de texte commun ; en ce qui concerne les USA, il semble que leur tactique soit de vouloir accélérer les travaux de la Conférence pour aboutir rapidement à un constat d'échec : cela permettrait à l'impérialisme US de donner le feu vert à un certain nombre de compagnies qui ont hâte de commencer l'exploitation de fonds marins.

La guerre de la morue nouvelles agressions britanniques

De graves affrontements ont opposé, dans la nuit de jeudi à vendredi, les gardes cotes islandais et les frégates britanniques. Les navires de guerre britanniques ont éperonné à 8 reprises : ces agressions ont pour but de causer des dégâts matériels et d'empêcher les gardes cotes d'être opérationnels, mais ils pourraient éventuellement être meurtriers. Au début de la semaine, les chalutiers britanniques avaient dû se retirer des eaux territoriales, mais les armateurs les ont renvoyés jeudi, accompagnés de 6 frégates qui ont attaqué les gardes cotes avant même qu'ils ne s'approchent des chalutiers.

Rappelons que le gouvernement islandais a porté à 200 milles ses eaux territoriales pour s'opposer au pillage du poisson pratiqué par la flotte de pêche britannique (la morue étant une espèce particulièrement menacée). L'Islande doit protéger ses zones de pêches, il s'agit pour ce pays d'une question vitale car, la pêche représente 75% de ses exportations et 15% de son produit national

brut ; la position de l'Islande correspond aux projets de la Conférence sur le droit des mers qui prévoit qu'à l'intérieur de la «zone économique exclusive» le pays souverain a la priorité pour pêcher et passe des accords pour répartir le reste avec d'autres pays ; d'ailleurs l'Islande est parvenue à des accords avec l'Allemagne, la Norvège, les îles Féroé... Seule la Grande Bretagne est restée intransigeante, prétendant pêcher 100.000 tonnes de poissons et «protégeant» ses chalutiers par des navires de guerre.

Les affrontements des derniers mois ont déjà eu des conséquences : rupture des relations diplomatiques avec l'Angleterre, renforcement de la flotte de garde cotes islandais. Les récents événements mettent plus que jamais en cause l'appartenance de l'Islande à l'OTAN (base américaine à Keflavik). En février, des manifestations populaires avaient eu lieu pour le retrait de l'OTAN et pour une plus grande fermeté du gouvernement face aux agressions impérialistes de la Grande-Bretagne.

Communiqué de l'Union des Etudiants Iraniens en France à propos de l'assassinat sous la torture de 2 prisonnières politiques

D'après les nouvelles qui nous sont parvenues, deux femmes (membres de l'Organisation des Combattants du Peuple d'Iran), Fadighé Rezaï et Fatémeh Amini, viennent d'être lâchement assassinées sous la torture par les tortionnaires du régime du Chah d'Iran.

Fadighé Rezaï, ancienne lycéenne du lycée Akhbrî de Téhéran a été sauvagement torturée par des agents de la SAVAK, afin de lui extorquer vainement des informations sur son organisation.

Fatémeh Amini : elle a été arrêtée le 3 avril 1974. Au lendemain de son arrestation, la presse muselée et vendue du régime fait part de la chute et de la mort «d'une alpiniste nommée Fatémeh Amini». En fait, à ce moment même, elle subissait héroïquement les tortures les plus sauvages, sans divulguer aucun secret de son organisation.

Ces deux assassinats s'ajoutent aux 500 exécutions depuis 5 ans, et à une liste de plus de 40 exécutions depuis le début de cette année. Les prisons sont devenues des abattoirs. Les familles de prisonniers politiques sont soumises à la pression, menacées ou carrément arrêtées, gardées en détention et torturées.

«Nous assistons à la lente agonie de nos camarades... Transformer les prisons en abattoirs, telle est la nouvelle consigne du Chah. Il faut que les organisations internationales interviennent. Si elles ne protestent pas, elles se rendront coupables devant l'histoire et devant notre peuple». (extrait d'une lettre des prisonniers de Chiraz).

Que cet appel pressant soit entendu.

7/5/76 UEIF

STUTTGART : CONFÉRENCE DE PRESSE DES AVOCATS D'ULRIKE MEINHOF

Les avocats d'Ulrike Meinhof et de ses camarades ont tenu hier soir une conférence de presse à Stuttgart pour dénoncer le nouveau crime du gouvernement allemand.

A l'heure où nous mettons sous presse, cette conférence n'était pas terminée, mais, il en ressortait trois points d'accusation extrêmement graves contre le gouvernement allemand :

- 1) Il leur a été interdit de voir le corps de leur cliente.
- 2) Ils réfutent la thèse du suicide telle

qu'elle est présentée par la police : la poignée de la fenêtre à laquelle elle serait censée s'être pendue, n'est pas accessible.

3) Ils dénoncent aussi le fait que la presse s'empara de cette affaire et commença à expliquer que le suicide de Meinhof provient de dissensions qui seraient survenues entre les différents membres de la RAF.

Cette version est totalement fantaisiste : les véritables causes de la mort de Meinhof, ce sont ses conditions d'emprisonnement.

Portugal

Le parti socialiste, lors de son conseil national, a pris la décision de soutenir la candidature du général Eanes. Cette candidature, qui est maintenant quasiment certaine, puisqu'un accord a été trouvé au sein du Conseil de la Révolution pour le remplacer au poste de chef d'état-major de l'armée par le brigadier Rocha Vieira, considéré comme proche du «groupe des neuf» (officiers sociaux-démocrates). Ainsi, la bourgeoisie portugaise va avoir un candidat unique, puisque ses autres partis, le PPD et le CDS, ont également décidé de soutenir Eanes. Tandis que le parti révisionniste n'a toujours pas pris position, un mouvement se dessine dans certains secteurs populaires pour la candidature du général Otelo de Carvalho.

INTERNATIONAL

BONNES ÂMES !

Deux ingénieurs français sont condamnés par un tribunal algérien à dix ans et trois ans de prison. Ils étaient accusés de s'être livrés à l'espionnage industriel, et l'un d'entre eux de travailler pour le compte des services secrets français.

Aussitôt, le député UDR de la Loire, Neuwirth, proclame : «Le peuple de France attend de son gouvernement la protection de ses compatriotes. Il a les moyens de l'assurer». La Confédération Générale des Cadres, s'indignant d'un procès «à huis clos» (ce qui est faux, le consul de France par exemple, était présent), demande aussi «au gouvernement d'intervenir pour obtenir la libération des deux ingénieurs».

Le foyer de travailleurs immigrés de Bagnolet, le 16 avril, est investi par la police qui le ratisse littéralement, expulse quinze travailleurs, dont une majorité d'Algériens. Dans le quartier de Belleville, la police française se livre à de véritables

ratonnades contre les travailleurs immigrés, dans les stations de métro. C'est le traitement que notre gouvernement réserve à des exploités qui ont pour seul tort de revendiquer des conditions de logement décentes dans les foyers SONACOTRA.

Alors, monsieur Neuwirth et la CGC n'avaient pas senti leurs sentiments humanitaires froissés au point d'émettre une protestation.

Ainsi, d'un côté, un pays du Tiers-Monde défend son indépendance. De l'autre, des travailleurs originaires du Tiers-Monde sont sauvagement réprimés. Où est le crime ? Pour les bonnes âmes bourgeoises, cela ne fait aucun doute : haro sur l'Algérie !

La classe ouvrière de notre pays prend la position inverse : aux côtés de ses frères de classe réprimés sur notre sol, aux côtés des peuples naguère colonisés qui poursuivent la lutte pour leur indépendance.

● ANGLETERRE : Le parti travailliste a subi une défaite aux élections municipales, où il a perdu un millier de sièges, tandis que le parti conservateur en gagnait un peu plus. L'impopularité du gouvernement social-démocrate est ainsi confirmée. La perspective du retour des conservateurs n'est pas plus brillante pour la classe ouvrière.

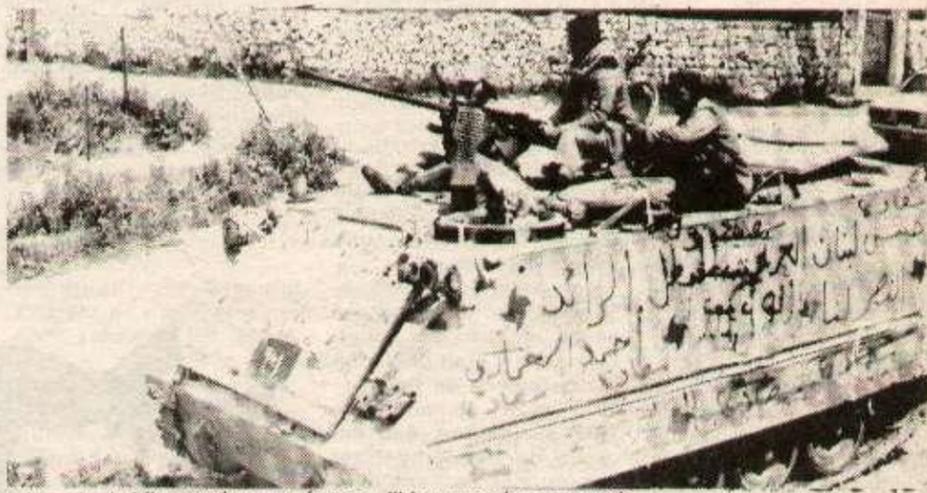
● ALLEMAGNE DE L'OUEST : Le premier ministre social-démocrate Helmut Schmidt a attaqué de front la

grève des ouvriers de l'imprimerie, qu'il a accusés de porter atteinte à la liberté de la presse.

● ESPAGNE : Une manifestation du parti carliste a été mitraillée par des fascistes. Il y aurait au moins deux blessés très graves. Ayant participé à la guerre civile aux côtés des forces franquistes, auxquelles il avait fourni certains de leurs membres les plus fanatiques, les «Requettes», le parti carliste a tenté depuis quelques années de faire peau neuve en rejoignant l'opposition démocratique.

Liban :

SARKIS ÉLU A LA PRÉSIDENTENCE



L'Armée du Liban arabe : une force qu'il faut prendre en compte.

Samedi, plus de 66 députés sur 99 se sont réunis au palais de Mansour pour désigner le nouveau chef de l'Etat. Le candidat soutenu par la Syrie, Sarkis, a été élu. Ce vote était prévisible : les forces progressistes ont refusé de siéger avec les autres députés car elles étaient contre la date des élections qu'elles considéraient venant de la Syrie.

Suite à cette élection, les combats ont repris dans Beyrouth, dans sa banlieue et dans d'autres endroits du Liban. Les forces progressistes considèrent que la Syrie est intervenue dans des affaires qui ne concernent que les Libanais.

Les problèmes qui se posent actuellement au nouvel élu, c'est qu'il ne peut exercer ses fonctions avant que Frangié ne démissionne, ce qu'il n'a pas encore fait. Et que finalement, les élections présidentielles ne sont pas au cœur même du conflit.

Toutes les questions sont encore en suspens : quelle sera la participation du Liban à la lutte de libération arabe ? La Révolution Palestinienne aura-t-elle toute sa liberté d'action dans sa guerre de libération ? Les masses populaires libanaises auront-elles leurs revendications ? Aucune de ces questions n'est encore réglée.

Après avoir développé le sens des événements au Liban et les liens avec ce qui se passe dans la région, le cadre de Fath que nous avons interrogé nous répond sur la question de l'attitude de la Syrie.

(...)Après la défaite de tous les projets de partition au Liban, les forces isolationnistes tentent aujourd'hui de faire intervenir la Syrie et de l'enliser dans une bataille contre les forces patriotiques, pour arabiser le conflit dans la région. C'est le cœur même de la mission de M. Brown, de M. Gorse au Liban, ainsi que les déplacements du roi Hussein de Jordanie, agent de l'impérialisme, à Washington et à Londres.

La résistance des masses libanaises et palestiniennes devant le blocus alimentaire qui a été installé contre elles, l'unité entre les forces de la Révolution et les forces pa-

triotiques et progressistes libanaises, leur opposition à toutes tentatives d'affaiblissement et de contrôle venues de toutes parts, tout cela amènera l'échec des plans impérialistes et réactionnaires, comme l'échec déjà acquis du plan de partition. Il est nécessaire que les forces patriotiques en Syrie comprennent les complots américains et réactionnaires qui cherchent à faire intervenir la Syrie dans le conflit.

(...)L'intervention syrienne vise la domination et la mise en tutelle du mouvement patriotique et de la Révolution Palestinienne. Elle vise aussi à créer une Union qui regroupe la rive occidentale

du Jourdain, la Jordanie, la Syrie et le Liban, Union guidée par la Syrie et pour cet objectif, elle fera les démarches pour un règlement sur le Golan et la Cisjordanie avec l'Etat d'Israël, après avoir réglé le problème des forces de la Révolution Palestinienne au Liban... mais, elle n'a pas réussi cela.

Il y a eu les mouvements de nos masses en Syrie et au Liban pour mettre un terme à ces plans et empêcher la Syrie d'englober la Révolution Palestinienne. Les masses ont bougé en Syrie : des manifestations, des grèves ont eu lieu malgré la répression faite par l'intermédiaire des services de renseignements syriens.

Des manifestations des masses libanaises ont eu lieu devant les chars syriens pour arrêter leur avance.

Espagne :

LA CLASSE OUVRIÈRE AFFRONTÉ LA RÉPRESSION

La continuité du fascisme, une nouvelle fois démontrée à l'occasion du 1^{er} mai se manifeste non seulement dans la répression ouverte des manifestations où la police tire, mais aussi dans l'attitude extrêmement dure du patronat dans toutes les luttes ouvrières et dans la censure de la presse : c'est ainsi que l'hebdomadaire satirique «Sabado Grafico» a été retiré de la vente cette semaine à cause d'un article sur la stagnation des «réformes».

En Euskadi (Pays Basque), on fait encore le bilan du 1^{er} mai : outre une centaine de détentions préventives, à Bilbao, il se confirme que de nombreuses arrestations ont été opérées en particulier au cours de la manifestation de 1500 personnes qui a réussi à se tenir dans le centre. La police a retiré leurs pièces d'identité à de nombreuses per-

sonnes et matraqué très violemment ; plusieurs professeurs de l'Université ont été arrêtés et se sont vus infliger des amendes de 100.000 pesetas (près d'un million).

Sur le terrain des luttes, à Guernica, les 700 travailleurs de Joyeria et Plateria sont en grève totale depuis le 1^{er} mai. Plusieurs

usines de Biscaye telles que Plomos, Estanos y Aluminios Laminados, Balmaseda, etc... Au total, en Biscaye, il y a aujourd'hui environ 5000 travailleurs en grève, lock-outés et privés de salaire.

Plusieurs luttes durent depuis des semaines. C'est le cas aux chantiers navals (Astilleros espagnols) en grève depuis plus de 2 mois, ainsi que dans la ville de Eibar où le patron de Jata a lock-outé les ouvriers jusqu'au 19 mai : la lutte a commencé il y a un mois et demi. D'une manière générale, ces luttes ont pour origine les salaires, la réadmission d'ouvriers licenciés le plus souvent pour fait de grève, mais aussi contre les accidents

du travail comme à Babcock-Wilcox où 2000 travailleurs ont arrêté le travail.

Le patronat tend à généraliser la répression par lock-out pour des durées très longues dès la moindre grève : dans la seule ville de Portugalete, les ouvriers des entreprises AME, SIME et SAMECA sont sanctionnés jusqu'au 1^{er} juin. Dans cette ville, devant la combativité des ouvriers, les patrons ont demandé à discuter, mais les ouvriers n'ont pas encore pris de décision. En Navarre, la répression s'est abattue sur 10 membres du Conseil des Travailleurs qui avaient élaboré une plate forme revendicative globale, signée également par les Commissions ouvrières.

GIL ROBLÈS CHEZ JUAN CARLOS

IL N'A PAS ÉTÉ ARRÊTÉ

Quel est le sens de l'entretien d'une heure et demie que vient d'avoir Gil Robles avec le roi ? Gil Robles n'est pas seulement l'ex-dirigeant de la Conférence des droites autonomes, adversaire du Front Populaire de 36, par un de ces «revirements» dont l'histoire a le secret, il représente la composante la plus à droite de la Coordination Démocratique, organe commun de presque toute l'opposition démocratique. Comme tel, il est partisan d'une assemblée constituante. Or, cette période constituante «couronnée», si elle peut permettre la légalisation de partis dont certains évoluent presque ouvertement, et à terme, celle des révisionnistes, chercherait à coup sûr à étouffer les aspirations des masses à un exercice effectif de la démocratie, politique et économique.

Il y a peut-être des diver-

gences entre Juan Carlos et Arias Navarro, premier ministre espagnol sur la manière de rénover le franquisme. Il y a en tout cas sûrement accord pour maintenir aussi longtemps que possible le fascisme de toujours : la répression du 1^{er} mai, les arrestations, la recrudescence des tortures, l'omni-présence policière, le calendrier de «réformes» à petit pas, la censure sur la presse.

Mais l'ampleur et la combativité du mouvement des masses obligent l'oligarchie à songer à l'avenir. C'est pour quoi il y a aussi simultanément la préparation, par l'oligarchie dans son ensemble, d'une solution de rechange qu'on pourrait caractériser par cette expression dont la paternité revient aux révisionnistes : «La rupture négociée» sous l'égide de Juan Carlos. Une rupture qui n'en serait pas une.

COORDINATION DE LYON

UNE DEFAITE POUR LES REFORMISTES

«Enfin !» Cette réflexion, on l'entendait souvent dans la bouche des délégués à la coordination nationale de Lyon. Ce mot résumait beaucoup de choses : le ras-le-bol des coordinations précédentes où diverses sectes dialoguaient par dessus la tête des délégués ; la satisfaction de voir se mener un véritable débat politique. Dans cet incontestable progrès au vu des coordinations précédentes, les conditions matérielles ont joué leur rôle : deux fois moins de temps de validation des mandats, et la coordination étalée sur deux jours qui supprimait la perspective d'une nuit blanche.

Deux votes de la coordination allaient démontrer cette volonté de débat politique. Le premier fut sur une proposition de Clermont-Ferrand demandant «l'exclusion de l'UNEF de la coordination». Le rejet de cette proposition montra la volonté de ne pas escamoter les orientations réformistes par un simple vote, mais qu'il fallait engager une lutte politique au sein des étudiants. La seconde proposition, présentée par l'AJS de Dijon demandait «une condamnation des pratiques anti-unitaires de l'UNEF-Renouveau». Cette proposition fut repoussée pour les mêmes raisons.

UN BILAN APPROFONDI

Le premier point qui a permis d'engager le débat fut le bilan du précédent collectif national. Allait-on en rester à un bilan technique tel que le présentait le délégué de Villeteuse (LCR), membre du collectif : «On est allé voir les organisations syndicales pour participer à la manif du 1^{er} mai : refus...» ou allait-on aborder le problème de fond : la conception politique de la direction du mouvement (LCR, AJS, MAS) ? Un élément de réponse allait être donné par le délégué

de Vincennes qui déclara : «Le bilan tiré, c'est le bilan de la ligne majoritaire du mouvement, centré autour de l'unité avec les travailleurs par le biais des directions syndicales. Cette ligne est un échec. Le succès du 1^{er} mai, ce ne fut pas les discours rue Montholon (siège de la CFDT) qui l'ont réalisé, mais la présence des étudiants de Marseille chez Griffet, des étudiants de Rennes chez les «Réo». Et un délégué de Clignancourt : «La seule issue que la direction du mouvement ait tracée, c'est les négociations avec les directions réformistes, SNES-Sup, CGT, CFDT et leur pratique fut l'alliance systématique avec l'UNEF. Ils nous disent maintenant qu'ils n'ont pas été surpris par le refus de ces directions. Mais quelles ont été les conséquences d'une telle politique ? En avançant le mot d'ordre de grève générale, avec comme seul contenu l'unité avec l'UNEF et les syndicats enseignants (SNES-Sup, FEN), le débat de fond sur les orientations a



été bloqué et les plate-formes majoritaires ont toujours eu une orientation réformiste.

COUP DE SEMONCE

L'intervention de Clignancourt reflétait bien le point de vue de la majorité des délégués, comme l'a montré le vote sur la «motion femmes». Cette motion élaborée par les groupes femmes de la LCR, se démarque mal du réformisme, notamment cette revendication : «Garantie de l'emploi au niveau de qualification acquise sans référence de sexe». Malgré l'obstruction de la LCR cette phrase fut supprimée et y fut ajouté : «Pas de libération de la femme sans socialisme, pas de socialisme sans libération de la femme». Ce fut le premier coup de semonce.

nant le refus des directions syndicales, elle propose de les contacter pour une table-ronde ; ou encore, tout en reprenant certains aspects «durs» de la motion du MAS (lutte contre l'université bourgeoise, refus du corporatisme), elle exige «garantie de l'emploi au niveau de qualification acquise». La troisième motion, dite des «inorganisés», est présentée par Langues-Orientales. Elle a recueilli vingt-huit voix. Ce front des inorganisés est significatif de l'état actuel du mouvement. Révoltés par les incessantes manipulations des organisations trotskystes et révisionnistes, ils commettent cependant l'erreur de situer le clivage entre organisés et inorganisés, alors qu'il se situe entre réformistes et révolutionnaires.

UN PAS DECISIF

La dernière motion, dite de Vincennes, reprenant notamment les orientations du PCRml et de l'OC-Révolution, a recueilli cinquante-cinq voix. Cette motion de lutte contre l'université bourgeoise fait apparaître dans le mouvement étudiant un pôle situant son intervention dans une perspective révolutionnaire. Elle remet en cause le rôle idéologique de l'université et l'avenir de cadre qu'elle propose. Elle dénonce l'UNEF et le SNES-Sup sur la base de leur projet politique réformiste, sans ménager les positions confusionnistes des trotskystes qui ont mené le mouvement dans une impasse. Elle donne un contenu positif au mot d'ordre de grève générale, en appelant le mouvement à s'inscrire dans l'offensive d'ensemble que préparent les travailleurs, en proposant de développer les acquis du mouvement : forums avec les ouvriers en lutte, soutien aux luttes ouvrières et paysannes, aux travailleurs des foyers Sonacotra, mettre l'université et nos connaissances au service des travailleurs (sérigraphie pour les postiers, enquête sur les colorants à Jussieu, etc...).

Cette motion, qui fait apparaître clairement pour

la première fois dans le mouvement, les intérêts de la classe ouvrière à l'université, est elle-même un acquis du mouvement. Sur cette base, engageons le débat dans les facs, développons des initiatives !

MOTION AIX MAJORITAIRE (extraits)

(...) Nous devons continuer à refuser les demandes d'habilitation et nous donner les moyens pour que les maquettes ne soient ni élaborées, ni envoyées au ministère (...)

Dans l'unité contre les manœuvres de l'UNEF et du SNES-Sup, nous revendiquons toujours l'abrogation pure et simple des décrets scélérats. Nous dénonçons tous ceux qui, dans notre lutte, essayant de négocier quelques miettes, divisent par là-même le mouvement face à Saunier (...)

Notre combat n'est pas la défense corporatiste de pseudo-privileges étudiants, notre perspective n'est pas l'amélioration du système universitaire bourgeois, mais sa remise en cause fondamentale. Nous refusons de choisir entre l'université actuelle et l'université du patronat moderniste. Les étudiants ont montré, en exigeant l'abrogation de la réforme, qu'ils voulaient dès aujourd'hui, à travers l'élaboration de cahiers de revendications, poser les problèmes d'un autre système de formation au service des travailleurs (...)

Il ne s'agit pas d'une solidarité de slogan avec les travailleurs mais de fonder concrètement une lutte commune sur des objectifs communs, tels que la lutte contre le chômage, pour le droit à l'emploi et à la formation (...)

Conscients que notre combat se situe aux côtés des travailleurs, malgré le blocage des directions syndicales, nous devons maintenir la perspective d'unité avec les travailleurs et leurs organisations.

La motion propose notamment pour le mardi 13 mai «une journée nationale d'action en direction de la population», d'autre part une «table-ronde nationale étudiants-enseignants-travailleurs sur tous les problèmes de la formation», et «forum, table-ronde et participation aux initiatives des travailleurs en lutte (Griffet, Caron-Ozanne)». Enfin, le collectif national est mandaté pour :

- contacter les syndicats pour préparer une table-ronde,
- exiger une entrevue avec Saunier pour obtenir une «réponse publique»,
- exiger un débat télévisé avec Saunier,
- contacter les «Lip».



MOTION VINCENNES (extraits)

La motion fixe le cadre politique du mouvement actuel. Elle affirme clairement que les objectifs du mouvement ne sont pas de lutter contre la réforme du second cycle, pour la défense du statu quo ou des revendications catégorielles ou corporatistes mais bien d'inclure la lutte contre la réforme dans une lutte plus générale contre l'école capitaliste (...)

De plus, le mouvement étudiant est conscient de l'importance que représente la réforme pour la bourgeoisie, il est conscient que la réponse de la bourgeoisie aux luttes populaires est toujours la même : la répression (aussi bien face aux paysans, aux soldats, aux ouvriers). Par conséquent, nous savons bien que le mouvement étudiant ne peut aujourd'hui envisager de vaincre seul. Dans les usines, face à l'intransigence des patrons devant les revendications des travailleurs, face à l'intervention systématique des flics et le vidage des ouvriers combattifs, grandit l'idée d'une offensive d'ensemble contre la bourgeoisie en crise. C'est finalement en étant partie prenante de ce mouvement d'ensemble que le

mouvement étudiant pourra arracher la victoire. (...)

Après trois mois de grève, le pouvoir a enfin trouvé ses alliés : ceux-là même qui, il y a encore quelques mois, se présentaient comme la meilleure garantie de la non application de la réforme (UNEF, SNES-Sup, Conférence des Présidents). Nous disons que les huit amendements présentés par le SNES-Sup et l'UNEF comme des victoires ne changent rien à la réforme. Cette attitude n'est en rien fortuite mais la conséquence de leur projet politique à l'université (défense des privilèges des étudiants, gestion démocratique). Ils négocient aujourd'hui avec le pouvoir et participent à l'aménagement de l'université bourgeoise. Ces tactiques sont les deux volets d'une même politique : la politique de défense des intérêts des futurs cadres et bureaucrates. Mais on ne peut pas seulement se cantonner à la dénonciation de ces forces sans engager la responsabilité actuelle du mouvement qui, à travers les motions majoritaires depuis Amiens, ont entreteint la confusion du mouvement et ainsi empêché les débats politiques

qui auraient permis la clarification des deux lignes qui s'opposent : corporatisme ou remise en cause de l'université (...)

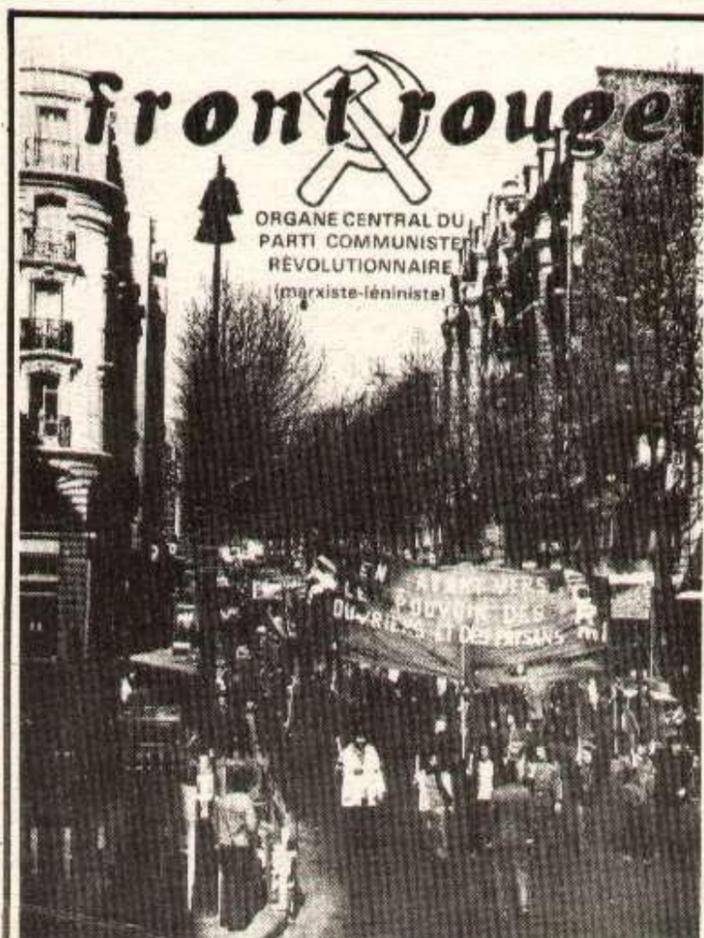
Nous refusons le projet de réforme comme le fonctionnement actuel de l'université :
- son rôle idéologique (qui a pour but de former de serviles reproducteurs de l'exploitation capitaliste),
- son rôle de sélection sociale,
- le caractère tronqué du savoir qu'on nous impose. Pour mener à bien cette critique, il est nécessaire de partir du point de vue des travailleurs.

Pour des actions de contrôle des travailleurs sur l'enseignement :
- mettons nos connaissances au service des luttes (ex. : Jussieu, enquête sur les colorants) (...)

Nous refusons la logique de ceux qui nous divisent sur la fausse contradiction : unité à la base ou au sommet. C'est sur la base d'une unité avec les travailleurs en lutte que pourra s'opérer une telle unité avec les syndicats sur nos propres mots d'ordre. Le point central qui nous unit c'est le rejet du système capitaliste.

A bas l'école capitaliste !

VIE DU JOURNAL



N° 6 Nouvelle Série AVRIL 76

**EST PARU
PASSEZ VOS COMMANDES**

**à Front Rouge
BP 68
75019 PARIS
CCP 31 191 14 La Source**



LA REPONSE QUE J'AI FAITE AU PATRON ...

On nous parle de crise économique. Qui la provoque ? Qui la paie ? Quand on sait que ces Messieurs Dames, dans une seule soirée, dépensent parfois plusieurs dizaines de milliers de francs au baccara, à la roulette ou à tout autre jeu d'argent. Une robe de soirée ou un smoking, le salaire mensuel de trois ou quatre O.S., les résidences où évoluent ces exploités du peuple représentant le salaire mensuel de plusieurs centaines d'ouvriers, ce sont eux qui possèdent les yachts, les avions personnels. Le caviar, gourmandise préférée de ces messieurs dames, plus de mille francs le kilo. Des exemples de ce genre, il y en a des centaines.

pour le peuple ? Des milliers de mineurs silicosés à plus de 60% se voient refuser la retraite à 50 ans par la Sécurité Sociale avec la complicité de la médecine du travail et des patrons, des milliers d'ouvriers fondeurs avec les poumons cramés à 45 ans, des milliers de femmes s'évanouissent sur les chaînes. L'été, chaleur insupportable, cadences infernales, bruit intolérable. 50% des chômeurs sont des jeunes. L'espérance de vie d'un manoeuvre ou d'un O.S. ne dépasse pas les 62 ans. Des centaines de milliers d'ouvriers vivent dans des logements insalubres, des enfants et des vieillards meurent de faim et de froid. Une mère de famille en prison pour un chèque sans provision de 75 F. Son fils se suicide, rappelez-vous.

voiture, passage à tabac et plusieurs mois de prison voire plus d'un an, et pendant ce temps, les magnats de la drogue, de la prostitution et tous les autres margoulin qui ont détourné des millions de francs dans des pots de vin de toute espèce, vaquent tranquillement à leurs occupations. Quoi d'étonnant ? Ce sont eux qui détiennent le pouvoir. Ah ! Quel progrès depuis 1920 ! Les torchons bourgeois peuvent déverser toute leur ignominie. Ils ne tromperont pas le peuple.

S.R. ouvrier chez Sanders

N.B. : C'est la réponse que j'ai faite au patron, à la suite d'une affiche qu'il avait mise, affiche du CNPF qui vante les mérites des patrons bien entendu.

Pendant que les bourgeois surnagent dans l'opulence, que reste-t-il

Pour un vol de vélomoteur ou de

«le petit paysan pauvre crève de misère et d'humiliations»

Un ami nous a passé votre journal. Pour ajouter au dossier des injustices, voilà un cas, le nôtre. Nous sommes un couple de petits paysans, plus jeunes, avec de petits moyens, 6 vaches laitières. Cela nous permet de manger, pas de payer les impôts locaux qui sont très lourds, et

les charges dites sociales. Quand nous le pouvons, nous donnons des acomptes au percepteur ; cela n'a pas empêché ce monsieur de bloquer notre compte de lait qui passe au Crédit Agricole (500F ou 700F pour le mois). Ce monsieur a appris que, pour nous mettre à

jour, nous essayions de vendre un peu de terre ; il s'est porté première hypothèque quand la vente sera réalisée. Cela ne l'empêche pas de bloquer toujours notre compte au Crédit et nous devons vivre avec rien par mois.

Ajouter à cela que nous sommes dans un coin où les rapatriés sont nombreux et où ils ne payent pas les impôts, bien qu'ils possèdent les plus grosses propriétés où les tours de passe-passe qui concernent les lois dites sociales, sont en fonction des relations et non pas de la pauvreté. C'est un département où les scandales, les malversations ont fleuri chez les notables qui s'en sont très bien tirés, mais où le petit paysan pauvre assimilé au manant du Moyen-Age crève de misère et d'humiliation.

(...)Il doit se trouver d'autres gens dans notre cas. Ils ont peut-être du respect pour les grands voleurs de notre temps, ceux qui occupent les places d'honneur dans les communes et les départements, ceux qui se disent à la rigueur socialistes mais qui envoient les huissiers aux pauvres gens. Des gens qui se fondent en belles paroles, et en mauvaises actions.

Un petit paysan du Gers.



COMMUNIQUÉS

Femmes en lutte

Le courant «Femmes en lutte», qui rassemble des femmes de groupes de quartier de la région parisienne, vient de publier une brochure : «Chômage au féminin».

- Au sommaire, entre autres :
- le travail des femmes
 - les horaires mobiles
 - le retour des femmes au foyer
 - un peu d'histoire : le droit à l'emploi
 - le droit des chômeuses

Pour l'obtenir, pour contacter le courant, écrire à :
Femmes en lutte
174 rue Championnet
75018 Paris

La brochure vaut 2F. Libellez vos chèques à l'ordre de Eliane Viennot. (paiement à la commande).

Audiovisuel au service du peuple

MONTAGE DIAPO SUR LES PTT
«NOUS AURONS SATISFACTION»
(sur la grande grève de 1974)

Réalisé par les postiers syndicalistes révolutionnaires (CGT et CFDT) et des étudiants du département-cinéma de l'université de Vincennes. Il y a plus d'un an, nous étions 300.000 en grève pour les 1700F l'augmentation des effectifs et la titularisation des auxiliaires.

Depuis, l'administration a poursuivi sa politique de rentabilisation dont les plus durement touchés sont les chèques postaux et les centres de tri parisiens. Dans toutes nos luttes depuis la grève de 74, la question posée a été celle de l'extension à l'ensemble des centres. Mais beaucoup de postiers restent échaudés par rapport à l'échec de 74 et c'est en effet un échec dont il faut tirer le bilan. Ce montage diapo est un moyen vivant pour permettre aux travailleurs de tirer les leçons de l'échec et tracer des perspectives de lutte face au frein que constituent les directions réformistes qui dirigent nos syndicats CGT et CFDT.

Postiers syndicalistes révolutionnaires contactez-nous pour projeter et organiser des débats autour de ce montage. (Pour toute demande de contact : écrire à Brisons nos Chaînes - BP 208.75.865, Paris 18^e - 162 rue Marcadet).

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCR (ml)
Adresse Postale : BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de Publication :
Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

BLOC-NOTES

MAUX DE REINS-LOMBALGIES

Quand on parle de «mal de reins», «douleurs dans le bas du dos», il s'agit le plus souvent des lombalgies ou douleurs lombaires, c'est-à-dire des douleurs qui ont pour origine un défaut, une maladie de la colonne vertébrale : une maladie des disques ou des vertèbres lombaires (nom des deux dernières vertèbres de la colonne avant le sacrum).

A QUOI SONT DUES LES LOMBALGIES ?

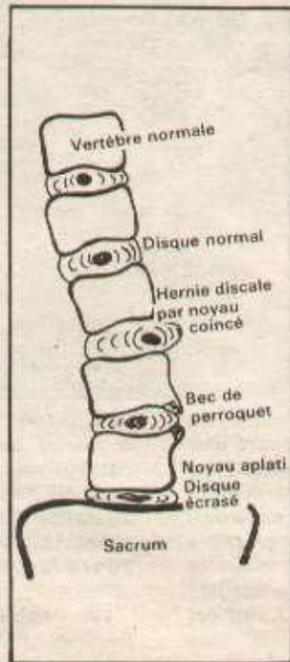
Les maux de reins avant 45-50 ans sont de plus en plus fréquents, et, mis sur le compte de la fatigue, souvent négligés, alors qu'en les traitant dès le début, on stoppe la détérioration de la colonne.

La plupart des lombalgies sont dues à un relâchement de la sangle des muscles abdominaux et une insuffisance de musculature dorsale :

La colonne lombaire s'affaisse et se creuse (d'où le nom de Lordose ou Hyperlordose).

La colonne dorsale se courbe un peu plus (dos rond ou «cyphose» dorsale).

Les disques intervertébraux s'altèrent et se déforment, les muscles qui entourent les vertèbres réagissent en se contractant, c'est la douleur lombaire.



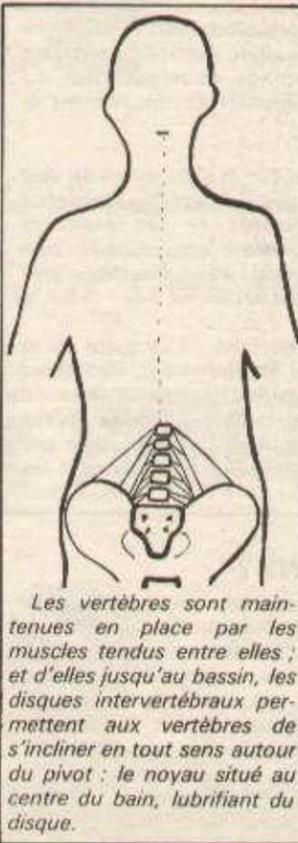
Autres causes de lombalgies, les tassements vertébraux, les déformations de vertèbres par excroissances anormales (becs de perroquets).

Si après 45 ans ces douleurs apparaissent de manière inévitable, en rapport avec le vieillissement des os, leur tassement, avant 45 ans, elles sont directement en rapport avec les conditions de travail pénibles, le port de charges excessives, les traumatismes répétés (lors de la conduite prolongée des voitures ou des camions), et la musculature insuffisante.

Les plus exposés sont les travailleurs du bâtiment, les hospitaliers, les déménageurs qui même bien musclés, soulèvent le plus souvent seuls de très lourdes charges, ce qui retentit à la longue, sur la statique vertébrale.

Les conducteurs de poids lourds, de tracteurs, de voiture (représentants), ont les mêmes douleurs. Avec l'accélération des cadences, l'augmentation de la charge de travail, le manque de

temps et la fatigue due au travail, qui empêchent de



Les vertèbres sont maintenues en place par les muscles tendus entre elles ; et d'elles jusqu'au bassin, les disques intervertébraux permettent aux vertèbres de s'incliner en tout sens autour du pivot : le noyau situé au centre du bain, lubrifiant du disque.

faire de la gymnastique, c'est l'usure prématurée de la colonne, c'est le tassement ou la déformation vertébrale, ce sont les douleurs qui apparaissent.

LE TOUR DE REIN OU LUMBAGO AIGU

C'est la douleur brutale qui arrive à la suite d'un effort de soulèvement, d'un mouvement brusque, d'un choc, ou plusieurs heures après un effort violent prolongé auquel on n'est pas habitué.

Le mécanisme est soit le tassement vertébral brutal, soit la hernie discale par blocage du noyau dans l'anneau fibreux du disque (Cf dessin) avec réaction de contracture douloureuse des muscles voisins ce qui accentue l'impression de «paralysie». La douleur bloque le corps en position demi-fléchie et le moindre mouvement déclenche une nouvelle secousse.

Nous verrons dans un prochain bloc-notes : Comment soigner et prévenir les lombalgies.

à suivre

LUNDI 10 MAI

TF 1	18 h 45 - Pour les jeunes
	19 h 20 - Actualités régionales
	19 h 40 - Une minute pour les femmes
	19 h 45 - Alors, raconte
	20 h 00 - Journal
	20 h 30 - Regards sur l'histoire : «Alexandre le grand», film américain de R. Rosse (1955)
	22 h 40 - Débat
	23 h 40 - Journal
A 2	18 h 30 - Journal
	18 h 40 - Palmarès des enfants
	18 h 55 - Des chiffres et des lettres jeu
	19 h 20 - Actualités régionales
	19 h 45 - Y'a un truc - jeu
	20 h 30 - La tête et les jambes, émission de Pierre Bellemare
	21 h 50 - Droit de cité, émission de J. Fappat
	22 h 50 - Journal
FR 3	19 h 05 - Programmes régionaux
	19 h 20 - Actualités régionales
	19 h 40 - Tribune libre
	19 h 55 - Flash journal
	20 h 00 - Les jeux de 20 H
	20 h 30 - Prestige du cinéma «Le protecteur», film français de R. Hanin (1974)
	21 h 50 - Journal

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC



RESUME : Les partisans n'ont plus d'eau. Ils décident d'aller en chercher au ruisseau.

23^e EPISODE : L'EXPEDITION AU RUISSEAU

Ba Ren recommanda aux jeunes femmes :
- Silence absolu, n'est-ce pas ? Vous nous suivez à pas de loup, compris ?
Trong redressa sa Thompson d'un coup d'épaule :
- Allons-y !

Les deux jeunes femmes relevèrent leurs pantalons jusqu'à mi-cuisse, puis, posant les vases sur leurs têtes, suivirent Trong et Ba Ren. Arrivés à l'ouverture de la grotte, Ngan et les autres hommes en faction leur recommandèrent la prudence.

L'odeur de la poudre emplissait les narines de Su. Mais une fois au dehors, elle respira à pleins poumons, délivrée de l'atmosphère oppressante qui régnait dans la grotte.

Se courbant à demi, tous les quatre traversèrent en courant un espace découvert. Su fermait la marche, les mains retenant le vase posé sur sa tête. Arrivés à la cocoteraie, ils se ralentirent et ne progressèrent plus qu'à tâtons. Subitement le faisceau d'une torche électrique balaya l'obscurité devant eux. Ils s'accroupirent en silence. Un groupe de soldats passait à dix mètres d'eux. Puis la lumière s'éteignit. On entendait le bruissement des feuilles mortes foulées par les bottes. L'ennemi s'éloignait. Ils reprirent leur marche et arrivèrent ainsi jusqu'au bord du ruisseau. Pour parvenir jusqu'à l'eau, il fallait traverser un banc de gravier. Trong et Ba Ren, pointant leurs armes, firent signe aux deux femmes d'y aller. Su et Nam Nho coururent vers la berge. Arrivée la première, Nam Nho plongea son vase dans l'eau. Su la rejoignit en hâte. Elle entendit les ennemis parler sur l'autre rive. Dans leurs tentes éclairées à l'acétylène, les soldats jouaient aux cartes en discutant bruyamment.

Su remplit tranquillement son récipient. A côté d'elle, Nam Nho buvait dans la paume de sa main. Puis elle mit le vase sur son crâne et remonta la berge. Su voulait boire quelques gorgées, mais voyant sa compagne s'éloigner, elle la suivit aussitôt.

Dans la cocoteraie, Su se disait : «Tout va bien».

Ba Ren et Trong étaient toujours en tête et Su fermait la marche. Elle avançait en tendant les bras devant elle. Et pourtant, elle buta plusieurs fois sur des racines, risquant de perdre son eau précieuse. Comme elle trébuchait encore en marchant sur une palme, elle s'arrêta, mit son récipient à terre et y jeta quelques feuilles détachées de la palme pour empêcher l'eau de trop bouger. Elle allait remettre le récipient sur sa tête lorsque plusieurs torches électriques se braquèrent sur elle. L'un des soldats réussit à se saisir de son chignon et tira violemment, la renversant à terre. Quatre soldats se jetèrent sur elle et l'immobilisèrent. Le sous-lieutenant Ba, carabine en main, vint dévisager l'inconnue que ses hommes ligotaient.

- Que quelqu'un qui a été à Hon Dat viennent la reconnaître !

Un soldat s'approcha. Au premier coup d'œil, il cria :

- Ah, c'est Su !

- Tu la connais ?

- Oui, une Viet Cong authentique.

Jetant sur la jeune femme un lourd regard, le sous-lieutenant se saisit de sa veste en avançant le menton :

- Tu t'appelles bien Su ?

- Oui.

- Avec qui étais-tu ?

- Plusieurs. Ils sont maintenant dans la grotte.

- Avec de l'eau ?

- Bien sûr.

L'officier s'esclaffa :

- Très bien ! Très bien !

Su écarquilla les yeux sans comprendre. L'homme enfonça ses mains dans les poches de son pantalon et dit en détachant les mots :

- Nous avons empoisonné le ruisseau.

Su poussa un cri affolé. D'instinct, elle se porta en avant, comme pour courir vers la grotte. Mais elle ne pouvait faire un pas. Un soldat la retint par sa chevelure.

L'officier ricana :

- Ce n'est plus la peine de courir. Tes camarades crèveront tous, compris ? Allez ! ouste ! emmenez-la !

L'ESPAGNE FACE AU FASCISME RENOVÉ

TELEFONICA : L'ASSEMBLEE DE LA LUTTE

L'assemblée de la Telefónica se poursuit ; dans la première partie de notre relation, nous avons vu comment les révisionnistes avaient saboté la lutte en acceptant la dissolution du «jurado de empresa» (l'instance de négociation du «syndicat» vertical) où ils sont majoritaires et en manipulant honteusement la précédente assemblée.

Cette fois-ci, les travailleurs ont fait ce qu'il fallait pour que la discussion ait lieu dans des conditions démocratiques : la réunion des délégués («enlaces sindicales») qui comprend de nombreux révolutionnaires et des militants combatifs a obtenu qu'une commission de trois travailleurs sanctionnés, non membres du jurado soit chargée de donner la parole aux uns et aux autres, c'est elle qui recueillera les propositions pour les soumettre aux voix.

La discussion s'engage donc sur la question des sanctions : à la suite de la grève, 145 travailleurs ont été mis à pied et risquent le licenciement, comment réagir ? Derrière cette question, toute celle de l'attitude à adopter face au fascisme d'aujourd'hui qui prétend à l'«ouverture» en permettant des assemblées comme celle-ci, en tentant de rénover son appareil syndical pourri, mais qui oppose un refus catégorique à ses revendications et sanctionne durement les travailleurs combatifs.

NÉGOCIER LES SANCTIONS ?

Alfredo, révisionniste et président de la délégation ouvrière au jurado, pose les termes du débat ; sur le même ton démobilisateur, il explique : «Dans une lutte, il faut faire marcher sa tête et pas d'abord ses sentiments. Il faut voir que la direction n'acceptera jamais de lever toutes les sanctions et que les travailleurs ne sont pas prêts à reprendre la grève. Quant à moi, je propose de nous limiter à refuser ce qui est intolérable : ni mutations, ni licenciements, voilà un objectif clair et réaliste». C'est Alfredo et ses amis qui, après une rencontre avec le ministre du travail, avaient fait courir le bruit que la direction était disposée à quelques concessions sur la question des sanctions, pour mieux démobiliser les travailleurs.

Toutefois, il se garde bien aujourd'hui de s'opposer de front à des propositions d'actions combattives, il précise d'ailleurs : «Je me conformerai bien entendu à la décision démocratique prise par l'assemblée».

Malgré les efforts de ses amis qui feront quelques propositions sans grande portée : porter un brassard noir jusqu'à la levée des sanctions, écrire une lettre à Tarancon, l'archevêque de Madrid, convoquer une autre assemblée si le prochain conseil d'administration ne répond pas dans un sens favorable, la voix de l'abandon ne l'emportera pas.

Il est clair que le compromis qu'ils proposent conduirait à laisser au patron une marge de manœuvre, pour transformer des mises à pied en licenciements, par exemple. En outre, il entretient toutes sortes d'illusions sur la «bonne volonté» possible du patronat.

«Camarades, après une vague de grèves sans précédent, peu de revendications ont été obtenues, mais dans la majorité des cas on est arrivé à faire lever les sanctions. De grands changements sont en train de se produire dans notre pays, on ne peut pas réprimer aujourd'hui ! Avec 150 mises à pied, nous sommes les travailleurs les plus réprimés de l'Etat espagnol ; il est impossible de l'admettre. Il faut continuer à négocier, demander la solidarité des travailleurs de toute l'Espagne, des centaines de télégrammes de soutien doivent nous parvenir et si mercredi, la position du conseil d'administration n'a pas changé, alors il faudra se réunir à nouveau pour envisager la riposte».

Mais qu'est-ce qui détermine les changements sinon la lutte des travailleurs ?

C'est là une réalité qui n'échappe pas à l'assemblée : témoin cette jeune standardiste qui propose de défilier sur la Gran via «tranquillement» avec des pancartes : «Il faut agir, nous ne pouvons pas nous fier à l'entreprise».

A LA GRÈVE !

Intervention après intervention, les propositions se radicalisent : «Si nous en sommes là aujourd'hui, dit une camarade que l'on me dit être du P.T.E., c'est parce que certains ont reculé ; on ne pouvait pas accorder ainsi une trêve à la direction, aujourd'hui on ne peut pas négocier sur une question fondamentale comme celle des sanctions».

Et cette autre, mise à pied, qui participe à l'occupation de Moratalaz : «Camarades, c'est le moment d'être sérieux ; aucune de nos revendications n'a été satisfaite ; en novembre, nous devons négocier une nouvelle convention. Comment les travailleurs lutteront-ils s'ils voient que personne ne les défend ? Ce que nous défendons, c'est notre droit de grève, la question des sanctions n'est pas négociable !»

La plupart des travailleurs demeurent silencieux ; aucun «sentimentalisme», comme le prétend le P«C» : ils écoutent attentivement les arguments des leaders et peu à peu, c'est comme une évidence, une exigence logique, que s'impose la voie de la lutte.

«Camarades, je suis délégué, je parle



au nom de cinq centres de travail, j'entends dire que les travailleurs de la Telefónica ne sont pas conscients, et qu'ils n'ont lutté que pour 5000 pesetas d'augmentation. Camarades, comment peut-on parler ainsi ? Nous n'avons pas lutté pour 5000 pesetas mais pour 12 points élaborés en assemblée : pour les salaires, contre les conditions de travail scandaleuse, pour la liberté syndicale, 12 points dont le premier, fondamental, non négociable, était : amnistie générale dans l'entreprise.



Camarades, aujourd'hui, nous ne pouvons avoir d'autre mot d'ordre que «non aux sanctions, à toutes les sanctions !» Pour mieux nous organiser, nous devons élire une coordination avec un délégué par centre, comme à Barcelone et à Bilbao. Dès demain, le jurado doit se réunir. Si cela n'est pas possible, il doit le faire lundi et demander à négocier les sanctions immédiatement. Pour l'appuyer, nous devons accepter les suggestions de l'assemblée de Moratalaz : faire des

concentrations et des manifestations à la sortie du travail, commencer un coulage des cadences partout où c'est possible ; mercredi, le conseil d'administration se réunit et si toutes les sanctions ne sont pas levées, nous irons à la grève !»

Les applaudissements fusent de partout. A la tribune, Alfredo et le bonze verticaliste, unis dans la même attitude maussade, n'arrivent pas à cacher leur dépit.

DES QUESTIONS, MAIS LA LUTTE !

Rien n'arrêtera désormais la décision des travailleurs, leur programme a été tracé et sera voté, tout à l'heure, à une large majorité.

Pourtant, certains s'y essaient encore :

«Un membre du jurado : «Comment pourrions-nous nous réunir, si l'employeur s'y oppose ? La loi l'interdit !»

«Un délégué : «La proposition est claire : le jurado doit se réunir au plus tard lundi, s'il ne veut pas ou ne peut pas, nous désignerons une commission pour négocier à sa place».

«Le représentant du syndicat vertical : «C'est inadmissible ! Il s'agit là d'un acte illégal et d'un manque de confiance dans les instances de notre syndicat ; je m'oppose à ce que cette décision soit mise aux voix. D'ailleurs, le jurado peut parfaitement se réunir en l'absence de l'employeur».

L'assemblée applaudit en riant : en deux mots, sans le vouloir, le verticalisme a brisé l'épouvantail de la légalité agité par les révisionnistes. Il faut citer aussi cet orateur que l'on me désignera comme membre de la CNT*. Bien qu'il ait tenté sans succès de parler d'un sujet anecdotique qui n'était pas à l'ordre du jour, on le laisse intervenir à la fin du débat : «Cette assemblée n'est pas valable, seules comptent celles qui sont faites dans les centres, de plus vous ne vous rendez pas compte de ce que vous faites ; vous ne serez pas suivis ; cette grève est une grève suicide !»

Quant aux révisionnistes, leur souci principal semble maintenant de rester dans le mouvement ; c'est un des leurs, de passage à Madrid, qui parlera au nom de Bilbao. Il traite tout simplement les travailleurs de «bande de jaunes sans conscience» ! «Il est inutile de chercher un bouc émissaire dans les délégués que vous avez élus,

* CNT : Syndicat clandestin, anarchiste, très influent avant le franquisme et qui, aujourd'hui ne représente plus grand chose.

s'il y a une trahison ici, c'est la vôtre, celle de tous les travailleurs de Madrid» et il fait un appel à la lutte unitaire, à la grève générale immédiate ! Sa violence ne l'empêche pas d'être applaudi chaleureusement. Ne représente-t-il pas la ville qui n'a jamais accepté la trêve, qui a lutté trois jours de plus que Madrid, et qui s'est repliée en bon ordre devant son isolement ?

Ainsi, le P«C»E utilise les secteurs combattifs où il est présent pour dissimuler sa politique générale de compromis.

Mais aussi, chacun est conscient d'avoir une bataille à mener dans son centre pour vaincre les hésitations de ses camarades. De nombreuses questions continuent de se poser en effet. Le syndicat vertical, qui jusqu'à présent n'a jamais autorisé d'assemblées que lorsqu'il pensait pouvoir les utiliser, permettra-t-il la prochaine ? Et si l'on en organise une illégalement, la répression ne risque-t-elle pas de s'abattre plus fort encore ?

«Mes camarades sont décidées à lutter, me confiera une jeune téléphoniste, mais elles ont peur maintenant».

De plus, s'il est certain que la volonté unitaire affirmée par tous a permis de les conforter dans leur décision de lutter, quelle confiance les travailleurs peuvent-ils accorder aujourd'hui aux délégués qui continuent de les représenter au jurado ?

Dans la foule animée qui descend vers le métro, le président du syndicat vertical déambule «démocratiquement», l'air songeur.

Une idée s'est imposée et unit aujourd'hui la grande masse des travailleurs de la Telefónica : «Ce n'est pas en passant un pacte avec la bourgeoisie qu'ils obtiendront leurs droits, c'est en luttant fermement contre le fascisme qui est toujours là».

Le coup de théâtre de ce vendredi, c'est un mot d'ordre qui montera une semaine plus tard dans les manifestations du 1^{er} mai : «Juan Carlos, c'est le fascisme et la lutte, c'est la liberté !»